

2003-05-29

CASE NO: **ICTR-01-71-T**  
EXHIBIT NO: **P25**  
DATE ADMITTED: **29-05-2003**  
TENDERED BY: **PROSECUTION**  
NAME OF WITNESS: **A. DESFORGES**



**International Criminal Tribunal for Rwanda  
Tribunal Pénal International pour le Rwanda**

Arusha International Conference Centre  
P.O. Box 6016, Arusha, Tanzania

UNITED NATIONS  
NATIONS UNIES

Tel: 255 27 2504207-11/2504367-72 or 1 212 963 2850 — Fax: 255 27 2504000/2504373 or 1 212 963 2848

**THE PROSECUTOR v. EMMANUEL NDINDABAHIZI  
ICTR-2001-71-T**

**CONFIDENTIAL**

**INTERVIEWS WITH  
EMMANUEL NDINDABAHIZI**



UNITED NATIONS  
NATIONS UNIES

**International Criminal Tribunal for Rwanda  
Tribunal Pénal International pour le Rwanda**

Arusha International Conference Centre  
P.O. Box 6016, Arusha, Tanzania

Tel: 255 27 2504207-11/2504367-72 or 1 212 963 2850 — Fax: 255 27 2504000/2504373 or 1 212 963 2848

---

**THE PROSECUTOR v. EMMANUEL NDINDABAHIZI  
ICTR-2001-71-T**



- 1. & 2. Interview with Ndindabahizi Emmanuel on 8-11 July  
and 1-3 August 1997 (French and English).**
  
- 3. & 4. Interview with Ndindabahizi Emmanuel on 30 November  
1996 (French and English).**



**COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DE L'EX-MINISTRE DES FINANCES**  
**M. NDINDABAHIZI EMMANUEL À NAIROBI DU 8 AU 11 JUILLET. 1, 2 et 3 août 1997**  
**CONDUITE PAR GHANDI SHUKRY ET JACQUE BAILLARGEON DE LA SECTION**  
**FINANCE**

Le 6 avril il y eu le crash, la radio avise de rester chez-nous, j'ai su que des voisins avaient été tués. J'a pris panique, je me suis sauvé chez un ami, car je demeurais au milieu. Le matin 9:10 A.M. je suis allé me cacher chez un voisin car je venais d'apprendre que des militaires tuaient des voisins. Je suis resté caché, à 2:00 PM, les gens couraient et on nous a dit que les militaires du FPR sont sortis, alors je quitte j'ai demandé à mon épouse et mes enfants de se cacher. J'étais dans le PSD, je lui ai donné mon numéro de téléphone pour qu'ils me contactent, on a rampé sain et sauf, ça m'a pris 2 heures pour faire un kilomètre, pour m'y rendre, car on tirait, à la barrière ils m'ont arrêté et demander où j'allais, j'ai répondu là-bas où il y a la sécurité je me déplace. Je suis allé chez un ami RAFIKI Yacinthe, directeur du cabinet du ministre des travaux publics. Il y a eu combat entre le FPR et la garde présidentielle, il y avait résistance.

Le 8 avril 1994, j'ai passé la nuit chez RAFIKI, le Colonel Bagosora est venu chez-lui, ils se sont parlé RAFIKI m'a dit de me rendre à une réunion politique et je lui ai parlé de ta présence et que tu étais près du PSD et si je pouvais l'accompagner et il a accepté. On embarque dans la voiture de mon ami et nous sommes allés chercher un autre ami NDUNGUSTE François. À la réunion on nous a conduit au Minadef sur le plateau, il y avait des membres des autres partis politiques et ils nous ont dit "Vous êtes arrivés, il manque des membres du PSD. Ils voulaient que chaque parti garde sa structure et le groupement. La décision appartenait au comité du parti, on a dit écoutez, vous connaissez la situation, on se bat partout, c'est pas possible de réunir un bureau politique pour décider; Votre président de votre comité est mort, le secrétaire avait été assassiné, le 2 ième V.P. est décédé, il restait une femme dont nous ignorions où elle habitait.

Alors nous leur avons demandé ce que nous devions faire et vu que parmi les trois, deux étaient membres du bureau politique, ils se sont entendus pour décider de me donner ce poste. C'était une décision que nous devions expliquer à notre bureau politique et si celui-ci accepte, nous changerons ça nous avons signé un papier, c'est de cette façon que je suis devenu Ministre des Finances.

Bagosora, Je savais qu'il était directeur de cabinet de la Minadef qui était en mission à l'extérieur, je ne savais pas s'il agissait en son nom propre ou au nom de d'autres car quand je suis arrivé la réunion était terminée. J'étais directeur du cabinet, je travaillais déjà dans ce GVT, on avait même pas le temps de féliciter, c'était des surprises. On nous a obligé de rester à l'Hôtel des Diplomates. J'ai 5 enfants, je ne savais même pas où était ma femme. Le 9 avril, j'ai emprunter une voiture et je suis allé voir ma femme, il y avait des combats, je n'étais pas tranquille, je l'ai finalement trouvé, à 10:00 am j'ai prêté serment.

Je suis marié, 5 enfants, garçon 19 et 5 ans, fille 18, 14, 9 ans, plus ma famille Africaine, je ne sais pas si elle est encore en vie, la partie Tutsis y sont tous morts massacrés et soupçonne que la partie Hutus a été éliminé par le FPR. J'avais ma propre maison, elle est maintenant occupée par un officier du FPR, j'avais 3 autres maisons en ville.

Emmanuel a terminé cette partie de son entrevue très émotif se plaignant qu'il n'a pas de nouvelles des siens et n'ose pas s'informer de peur des faire massacrer et qu'il n'a pas de contact qu'il aimerait pouvoir entrer au Rwanda, qu'il faudrait expliquer à Kagamé, qu'il n'a rien fait.

1. Vous avez été Ministre des Finances du 9-4-1994 au 1-11-1994?

REP: OUI, j'ai fini mes études en 1976, à l'Université de Butaré, de 76/80 j'étais dir. des finances chez Trufipro, 80 à la fonction publique, 81/85 Dir. Chef des services administratifs et finances à l'Électrogaz, 85 à 90 au ministère du plan, chef de la division élaboration budgétaire chargé au développement, démission en 1991 pour pratiquer dans un bureau d'audit au privé. En juillet 1992 au (

Avril 1994, directeur de cabinet du ministre des finances. J'étais entré comme membre d'un parti politique car les finances étaient confiées au PSD.

2. Comment avez-vous aimé cette lourde tâche, c'est toute une expérience à vivre ça?

3. Qui vous a nommé Ministre des Finances, qui a décrété le nouveau gouvernement?

REP: voir ci-haut.

3. a. Quel était l'attitude du Colonel Bagosora, vis-à-vis vous, le monde de la finance et les milieux bancaires?

REP: Le Colonel Bagosora, il a aidé les banques à déménager sans autre forme de pression, il a assuré la sécurité du transfert. Il est allé à la Banque Nationale et a assuré la protection dans le transfert de Kiga à Gitarama.

3. b. Était-il autoritaire, vindicatif, dictateur, décrivez-moi de quel façon vous l'avez perçu?

REP: Il n'était pas autoritaire, il n'avait pas d'autorité sur les banques, s'il a fait des pressions internes, je ne le sais pas. Je l'ai vu chez RAFIKI la première fois, on ne s'est pas parlé, même au plateau je ne lui ai pas parlé. Je ne l'ai pas vu diriger, je sais qu'avant la mise en place du GVT il faisait parti du comité de crise qui a aidé et a été à l'origine de la formation du GVT.

Bagosora était un militaire que personne ne contestait, il faisait ses déplacements pour organiser, il était libre de ses mouvements, partout où on avait besoin de quelque chose, Bagosora était capable d'aider.

4. Qui a pris la décision de transférer le gvt. à Gitarama le 12 Avril 94?

REP: Il n'a pas eu de réunion pour prendre la décision, moi j'étais pas là, à mon retour j'ai vu que tout le monde déménageait, j'ai suivi, personne a pris la décision. Je me suis fait raconter que le Colonel Adic NDENDARIYIMANA, maintenant en Belgique, que c'était lui qui avait dit qu'il fallait être en sécurité car il a participé au déménagement, c'est lui-même qui a accompagné le GVT.

5. Quel était votre rôle en tant que Ministre des Finances?

REP: Le GVT avait demandé que j'ordonne la sécurité des fonds de l'État. J'ai écrit une lettre au Gouverneur de la BNR de mettre les fonds de l'État en sécurité. Le GVT a décidé de déménager les fonds et de les mettre dans les voûtes de la BCR de Gitarama. À ce moment là, le ministère des finances j'avais des attributions quand j'ai été nommé comme directeur de cabinet du min. des finances, après je n'avais pas la clef du bureau du Ministre, le travail que j'ai commencé à faire à Gitarama quand le GVT m'a dit de mettre les moyens nécessaires pour le travail de demander aux banques de la région de commencer les activités où il n'y avait pas de combat. On a débuté avec les banques proches et très rapidement nous sommes allés à Butare avec le directeur du budget et deux militaires pour ma garde. Nous avons demandé au comptable de la préfecture de transférer leurs fonds à la comptabilité de Gitarama. Les deux comptables sont allés à la comptabilité de Gitarama sous la supervision du directeur du budget à Gitarama. Les activités, l'essentiel c'était d'organiser la paie des fonctionnaires, car ceux-ci étaient payés via leur compte respectif et de maintenir par la liste rédigée par les fonctionnaires de crédits de différents ministères. Comme les comptes de l'État étaient toujours débiteurs à chaque fois que le min. des finances a demandé un crédit à la Banque Nationale pour le découvert. J'avais écrit une lettre au directeur de la BNR de prêter d'avance l'argent au GVT, une avance en compte de 1.2 milliard FRW, pour les dépenses de fonctionnement, carburants, salaires et autres.

Le directeur du trésor devait tirer des fonds jusqu'à ce moment, on en est resté là jusqu'au mois de Juin date à laquelle on a été délogé de Gitarama par le FPR à Gisenyi. Pour les réunions on allait à Moramba car le ministre est toujours resté là, plus d'une heure en voiture. Les fonds ont été transférés dans la chambre forte de la BCR et BK, à leurs succursales à Gitarama. L'argent de la BNR a été déposé dans les chambres fortes de la BCR et BK à Gitarama, en Juin on a quitté pour Gisenyi et les banques BCR et BK sont allées s'installer à Gisenyi dans les banques commerciales de leurs succursales et elles ont continué leurs activités.

5. a. Avez-vous noter une continuité dans la politique de votre nouveaux GVT d'avec l'ancien?  
REP: Le min. Des finances a eu une continuité comme avant pour les opérations, c'était le côté dépenses que nous faisons car du côté revenu on en avait plus, on a respecté le fonctionnement antérieur, les banques sont restées indépendantes, à la BNR les agents de l'État sont restés en place, les directeurs, tout le monde à continuer. Concernant d'autres ministères, même chose, via les gestionnaires de crédit assuré l'intermédiaire entre les ministères et le notre, c'était la même procédure de gestion, tout le monde a gardé sa place.

Au niveau haute direction et des banques on a pas eu de pertes de vie, sauf un conseiller Tutsi qui a été tué. Pour les autres ministères, je n'ai rien vu d'anormal en relation avec le fonctionnement sachant qu dans les ministres nommés aucun avait pu entrer dans leurs bureaux à Kigali. Il n'y avait personne, pas assez de personnel qui étaient partis dans la fuite par la peur, on a dû aller les rappeler chez-eux via le radio de venir reprendre le service à Gitamara, un autre problèmes, on n'avait pas de bureau, au niveau finance, c'était surtout des caissiers qui devaient couvrir la paye et les achats, les autres étaient inutilisables tel que douanes et impôts. Les depts. du budget et trésorerie avaient du travail. Au niveau justice, le FPR avait relâché tout le monde et nous tentions de déménager ces dossiers pour les mettre l'abri. Le communiqué a passé le 9 avril à la radio, le FPR a accentué les bombardements et Kigali avait fermé depuis le 7 avril.

5. b. Selon vous des plans pour les achats d'armes et des outils ainsi qu'une planification du génocide étaient-ils déjà en marche avec le GVT antérieur?

REP: Je ne sais pas, nous nous sommes posés la question, moi personnellement, j'ai insisté sur les non de certains purs. Le gars responsable du service de renseignement qui était le beau-fils du Président est maintenant ministre de l'agriculture et de l'élevage à Kigali du présent GVT, il vivait dans la maison du président durant la guerre d'exil, ce qui veut dire; avait-il pris connaissance de ce plan, aurait-il fait quelque chose pour que ça échoue, pourquoi alors maintenant il est au GVT FPR s'il n'a pas pu empêcher le génocide? Pourquoi ces gens n'ont rien fait pour sauver les gens.

Je ne sais rien du plan, j'avais entendu des rumeurs à Kigali, les gens disaient que les militaires avec la signature des accords d'Arusha n'auront plus à se battre, s'ils savent que derrière eux à Kigali il y a des infiltrés du FPR? Mais dire qu'il y avait un plan?

Suite à l'atmosphère de Kigali, avait certaines personnes qui craignaient pour leurs vie, ils étaient dans l'insécurité. Le conseiller du min. des finances MBAGUTA Jean-Marie, aux affaires techniques et Adm. était allé à la réunion de Katiru qui devait mettre en place le parlement, c'est la dernière réunion qui a eu lieu, quand il est retourné au bureau il m'a déclaré qu'il était découragé, que l'assemblée ne pouvait être mise en place, c'est fini, le Président va tué les Tutsis maintenant. Il a été tué celui-ci. Il y avait aussi les Tutsis et Hutus de l'opposition qui avaient peur du MNR. Le secrétaire de notre parti PS soupçonnait le MNRD au pouvoir. Je n'ai jamais vu une telle liste.

Le PSD, dans l'opposition, c'était un parti d'opposition, en certains moments il y a eu des problèmes au sein de notre parti et des autres partis, on reprochait à certains membres d'être trop FPR, d'autres étaient accusés de rapprocher par le MNRD. Deux partis ont fait du recrutement pour le PSD et le MNRD. Avant, nous avions un parti très uni contre le MNRD qui voulait conquérir le pouvoir par les urnes. Dans le problème de partage, notre parti a été touché, son comité a été décimé et à cause de cela notre président a été tué le premier puis les 2 v-p. À la mise en place du GVT, le premier ministre a donné les objectifs du nouveau GVT qui étaient clairs et raisonnables au vu de la situation, parlait du contact avec le FPR pour arrêter la guerre, son GVT avait été mis en place pour 6 semaines seulement, les objectifs étaient nobles, on voulait mettre fin à la guerre et reprendre les négociations, il n'y avait donc pas de raison de penser que ce plan n'allait pas réussir, mais pour notre équipe du PSD, l'objectif était de suivre la ligne de notre parti, contre la violence qu'on prônait dans notre comportement, c'était la ligne du parti, c'était de ne pas soutenir la violence et arrêter celle-ci et de favoriser les négociations. Dans le premier temps, le GVT a envoyé une mission pour contacter le FPR pour négocier un cessez le feu et mettre en place les accords d'Arusha, échecs, le FPR l'a refusé, il voulait que le GVT démissionne d'abord pour qu'il négocie avec les forces armées Rwandaises et qu'à un certain moment le GVT avait accepté que l'armée négocie, mais le FPR a exigé que l'armée ne devait pas être mandaté par le GVT. Nous avions cru qu'il n'y avait pas de raison de ne pas accepter les postes qu'on nous proposait et

qu'on avait pas le choix, on était devant un fait accompli, rien ne faisait voir que le refus de sortir de ce GVT pourrais faire avancer quoique ce soit, nous ne sommes pas entré en coalition, mais que les ministres étaient dirigés par notre parti. Nous gardions notre ligne et nos acquis.

6. Quel est votre pouvoir sur la Banque Nationale du Rwanda et les autres Banques?

REP: La BNR est dirigé par un conseil d'administration, le Président du conseil c'est le Gouverneur qui mène mais placé sous la tutelle du Min. Des Finances. Le ministre y est représenté au niveau du conseil d'administration. Le ministre des finances propose au GVT la nomination du Gouverneur, mais c'est le Président de la République qui le nomme. Les autres banques sont gérés par leurs conseils d'administration, le représentant du GVT est nommé par le min. des finances. S'il y a des décisions à prendre, le représentant et là pour la conformité des lois et des décisions.

7. Les banques fermèrent le 6-04-94, qui a pris l'initiative des faire ouvrir?

REP: Les banques n'ont pas fermé, tout le monde a eu le communiqué via la radio de rester à la maison. On a ordonné que les activités recommencent, tous les secteurs ont agi, le min. des finances et les commerces ont ouvert dans la zone du contrôle du GVT et ont recommencé les activités.

8. Vous avez déclaré à M. Morrissette que vous aviez fait face à des problèmes, lesquels?

REP: Surtout au niveau des devises du côté finance, nous avons demandé aux banques leurs devises, c'est pour ça qu'on a utilisé cette mission. À l'étranger et on a dû transférer à la BNR pour qu'on utilise les TC, la banque commerciale de Gitarama a cédé à la BNR pour qu'ils soient utilisés dans le fonctionnement. Avec les problèmes d'embargo personne pouvait accepter nos commandes, il fallait payer cash, ça nous a permis d'utiliser les TCS qui ont été eux aussi frappé par l'embargo. Directement après la mise en place du GVT il y avait le problème des munitions. On négociait la paix avant, le min. des finances du temps avait donc bloqué des commandes de la Minadef pour l'armée, il avait refusé car il avait cru que la paix arrivait. Le 6 Avril 1994, les militaires étaient enragés, on nous accusait d'être FPR, si le min. avait été là, il se serait fait tirer, ça a semé la panique dans l'armée, car il n'y a rien de difficile de faire des commandes, mais sans armement nous n pouvions pas imposer la paix.

9. Quel méthode avez-vous utilisé pour obtenir les fonds nécessaires pour l'administration?

10. Concernant la sécurisation des fonds, qui a pris la décision des déplacer et des transférer ceux-ci de Kigali à Gitarama?

REP: Le GVT et les banques, NZEZABERA Éphrem et Massonga Denis les fondés de pouvoir de la BCR.

11. Qui a pris la décision de transférer l'administration de la Banque de Kigali à Gitarama?

12. Qui prend les décisions de transférer, muter le personnel de la BNR d'un département à l'autre à l'interne ou à une autre institution bancaire ou gouvernemental?

REP: Le conseil d'administration de la banque.

13. Qui a le pouvoir de nommer le gouverneur de la Banque et de le destituer?

REP: Le Président de la République via le Ministre des Finances.

14. Qui a donné les ordres au Gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda?

REP: C'est moi qui lui écrit pour qu'il réunisse tous les fonds disponibles et de solliciter les autres banques du Rwanda, et de mettre en sécurité les fonds de l'État.

15. Quel montant a été sécurisé en Franc Rwandais, en US, autres et en Travellers cheques?

Peut-on dire 22 milliards FRW?

REP: 21 milliards de FRW venu de Kigali à Gitarama, ils ont laissé 11 milliards dans les coffres de la BNR, les petites coupures de 100 francs et les pièces ont été laissés là. Ça c'est fait après ce transfert, ça s'est fait après, pas fait en même temps que le 12 Avril. Je n'ai pas de date, mais c'était au environ, après le 12, les gens de la BNR connaissent la date. De Kigali on a cherché le responsable des agents avec les clefs. C'est ceux-la même qui ont transféré l'argent et qui ont continué d'être responsable de ce fonds, on n'a rien changé, c'est le responsable du dept du trésor avec ses collaborateurs, il a suivi à Gisenyi et Goma. C'est les mêmes personnes qui ont les documents, il y a BAGANIZI Wellars, Kaissi et le Gouverneur Denis NTIRUGIHUMBAZI, RWABUTOGO, KIMANUKA. HABAMENSHI Innocent, il est très important, il est second au gouverneur, c'est lui qui m'a remplacé, c'est lui qui donnait les ordres quand le gouverneur était absent.

16. Combien, quel montant les autres Banques ont donné ou fourni à la Banque Nationale Du Rwanda ou au gvt.?

REP: Suite aux problèmes de fonds pour les approvisionnements à l'étranger, je ne sais pas ce que les banques ont donné, ni le montant, ni le rapport de la mission faite en Europe, mais le but était de transférer les fonds de leurs correspondants dans le compte des correspondants de la BNR à Paris. Dans cette mission, il y avait MASSONGA Denis (serait en prison à Kigali), demandez lui sur quel compte, moi je ne sais pas.

Le Gouverneur voulait aller aux USA, mais n'a pas eu son visas. La première mission a eu lieu en Allemagne.

17. Lors de la Mission organisée à Butare dans la semaine du 12 au 16 avec le Directeur du Budget M. Nkiliyehe Melane, afin d'inviter la Préfecture à verser ses avoirs à la comptabilité de Gitarama, soit un montant de \$35 millions, en FRW ou autres devises, celle-ci a-t-elle versé ces fonds?

REP: OUI, Je ne peux pas dire exactement comment ça a été utilisé, consultez le comptable de Gitarama.

17.a. Vous êtes-vous financer à même ces fonds. A quel fin ils ont été utilisés?

REP: J'ai demandé au directeur de la BK de transférer son argent et il a refusé, il n'a pas voulu bouger qu'il n'avait pas la compétence et que le Belge ne voulait pas.

18.a. Y-a-t-il d'autres Préfectures qui ont reçu la même invitation et ont-elles fourni des fonds pour combien?

REP: Il n'en a pas d'autres, j'ai demandé que Ruhango devait le faire car il allait tomber aux mains du FPR, mais ne crois pas que de l'argent est venu de là.

18.b. Quand ces demandes ont été faites? Si via demande officielle et les fonds ont été à qui?

Le caissier de la Banque d'Épargne du Rwanda avait demandé de mettre à l'abri des fonds, il s'est caché chez -lui, il est venu nous dire a-t-il moyen de sauver cette argent. On lui a dit demande là au FPR. Le GVT FPR avait organisé l'ouverture de ces coffres et le nouveau gouverneur avait déjà été nommé. Il y avait pour 500 millions de FRW.

19. Qui était le gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda?

REP: NTIRUGIHUMBAZI Denis.

20. À combien l'avance spéciale demandée et obtenue auprès du gvt. pour 1 milliard 200 millions FRW ou 800 millions FRW à la Banque Nationale du Rwanda destinées au paiement des salaires, et à qui a-t-elle été versée? Salaires et FAR, détaillé svp?

REP: 1.2 millions pour les salaires, les dépenses de fonctionnement. On demande un découvert, une avance de compte, le directeur du trésor utilise pour toutes les demandes de paiement adressées au min des finances, la direction du trésor donne les ordres de payer tels factures ou tels demandes de fonds à l'intérieur ou à l'extérieur, alors on ne peut pas dire, faut aller vérifier aux dossiers de la BNR, car celle-ci exécute les ordres qui viennent du min. des finances. Le 500 millions de la Caisse d'Épargne, c'était



une avance de la BNR au GVT pour désintéresser les déposants, les épargnants, c'est une ré-allocation de budget.

20.a. La réunion de la BAD à Nairobi au milieu de mai, C'était quoi la raison de celle-ci?

REP: BAD, Banque Africaine de Développement qui a son siège à Abijan en Cote d'Ivoire, dont le Rwanda était membre, je suis allé à l'assemblée générale, à la réunion des min. des Finances. Non, il n'y a pas de fonds Rwandais déposés à la BAD.

20.b. Aviez-vous différents budgets à administrer, Disons officiel et non officiel?

REP: Y a pas de budget non officiel, je n'en connais pas. Nous avons un budget ordinaire et un budget de développement géré par le min. du Plan.

20.c. Le budget de fonctionnement géré par le MINADEF, Augustin BIZIMANA et l'autre par le Min. du Plan Augustin NGIRABATWARE, le budget de Développement, est-ce que vous aviez droit à un regard sur ceux-ci?

REP: Tout les ministres passaient par le min des finances, il avait un budget par dept. mais le paiement étaient fait par le min des finances. Il n'y avait pas de budgets parallèles, mais je ne peut pas affirmer que j'ai contrôlé toutes les dépenses. Le Plan était compétent pour administrer, c'est le budget, ce que j'ai entendu dire par la caissier de l'État, arrivé à Gisenyi, le Min. du Plan à tirer plusieurs chèques sur ce compte, je lui ai demandé combien, il m'a dit qu'il ne savait pas mais que les documents sont à Goma chez sa maman, il avait droit de signature, c'est lui qui signait.

C'est un budget sur les projets et financé par les aides extérieures, chaque projet devait passer par le Min. du Plan, que ce soit import/export ou locaux.. Wellars, je le vois régulièrement, il a laissé sa mallette à sa maman, celle-ci est entrée au Rwanda et elle est en prison à Gisenyi.

Question: Toi en tant que Min. des Finances, étais-tu au courant? Celui-ci ne m'a rien dit, j'ai su qu'il avait signé des chèques seulement quand je suis arrivé ici à Nairobi. Le min. du Plan, c'était NGIRABATWARE Augustin.

20.d. De quelle façon les entrées comptables étaient-elles faites? Sous quel rubrique?

REP: Voir le Min. du Plan ou la BNR, car c'est eux qui passaient les écritures.

20.e. Avez-vous eu connaissance de l'émission de plusieurs chèques et les raisons et le pourquoi de ceux-ci?

REP: NON

21. Avez-vous touché aux réserves en or et autres réserves de la Banque, où sont-elles entreposées?

REP: Demande à Wellars qui était à la BNR quand on a déménagé les fonds et y m'a dit qu'il n'avait pas d'or, sauf une petite quantité sur les saisies et celle-ci est resté là. Je ne peut pas dire pour les réserves, voir le Gouverneur de la BNR.

22. Le carburant à la pompe rapportait-il beaucoup?

REP: Non, c'est nous qui nous sommes approvisionné en carburant. C'est l'État qui consommait et on n'est pas payé.

23. Que savez-vous exactement de ou des aventures des voyageurs Thomas Cook et Visas?

REP: Ces chèques ont été l'objet de l'embargo et nous avons eu des ennuis avec.

24. Visas et Thomas Cook avaient avisé la BNR de détruire les chèques de voyages que le Colonel BAGASORA avait en sa possession, qui a donné l'ordre à la BNR de ne pas les détruire et pourquoi?

REP: Personne m'a donné l'ordre de ne pas les détruire et je ne suis pas au courant de cette ordre là, vérifier avec la BCR et la BK. Nous on a appris que les chèques avaient été frappés d'opposition. Quar en Mai, après que Bagosora s'en soit servi, si on l'avait su, on aurait même pas essayer de s'en servir. On savait que les chèques de voyage étaient utilisables. On a demandé et donner des chèques à des gens en besoin ailleurs et eux-ci se sont fait bloqués.

25. Qui a décidé de prendre ces chèques pour acheter des armes et munitions?

REP: Quand il y eu l'ambargo, le GVT a décidé de chercher des approvisionnements sans passer par le commandes, car celles-ci ne pouvaient pas passer à cause de l'ambargo, mais il n'y avait pas de devise alors le GVT a décidé que ce soit les détenteurs des comptes en devises soient utilisés et que les déposants soient remboursés en FRW, alors fallait voir ou se trouver des devises. C'est comme ça que BNR et la BCR ont dit qu'ils déposaient des TCS, alors le GVT à décider que ces chèques soient avancés à la BNR pour être utiliser dans les approvisionnements. C'est le Président de la République et Bagosora qui ont décidé d'envoyer ces gens en mission.

Question: Est-ce Bagosora le GVT. REP: Non, c'est le conseil des ministres. On ne sait pas comment il a procédé à cette émission, car s'est NZIZORERA Joseph, Bagosora et Minadef, car ils ont reçu la mission d'aller à l'extérieur car ils pouvaient obtenir des armes et partaient pour Goma, car le fournisseur était de là. Sont allés à Goma, le fournisseur, non je ne le connais pas. Après on a appris qu'ils étaient rendus à Kinshasa. Après Kinshasa, j'ai vu Bagosora à Goma quand on avaient fui, il était dans les camps de réfugié à Goma. À Gisenyi, le président m'a appelé pour savoir si ça avait marché, tout le monde se demandait pourquoi ces gens n'étaient pas venus. On a appris que les TC avaient été bloqués, j'ai remis le dossier au Gouverneur. S'ils ont envoyé quelqu'un, c'est au niveau de Minadef pour le réceptionnement. Il y a eu deux missions en deux tranches et l'échec.

26. Qui a remis ces chèques à M. Bagosora, y-a-t-il des preuves de transaction validant ces émissions de chèques voyageurs? Ou pourrions-nous trouver celles-ci?

REP: Les chèques ont été pris de la BCR, ils ont été cédés par la BCR à la BNR et donner à Bagosora, les chèques ont été enregistré dans les comptes de la BCR et de la BNR. Ils ont utilisé l'hélicoptère pour aller à Gitarama. Il y a des gens qui étaient partis dès le début, le déclenchement de la guerre au village Bagosora est allé le chercher en hélicoptère pour qu'il vienne travailler, je ne sais pas s'il l'a forcé à aller ou s'ils l'ont refusé ou pris par la force, en tout cas personne est venu se plaindre qu'ils avaient fait l'objet de menaces. Bagosora a été l'homme clef, il a été remarquable et remarquer. Pour ces chèques, quand ils sont venus pour la deuxième tranche, j'ai eu des inquiétudes, ils sont partis avec des TCS et n'ont rien, c'est pas normal et j'ai vu KABANDA m'a dit dans sa chambre à Gitarama, "écoute, c'est eux et j'ai toute la confiance et j'autorise la deuxième tranche. Essaie de tomber sur quelqu'un de la garde Présidentielle, car c'est elle qui a dressé les barrages, c'est celle-ci qui est à l'origine, qui a donné les ordres, étaient-ils incontrôlables. Ils étaient choisis par les gens de la maison. Chauffeur ici qui venait de la famille, c'est le chauffeur d'Habyarimana, ici à Nairobi, il s'appelle Louis, pour le nom de famille? Il est marié à la soeur du Président, il reste à IMARA DAIMA ESTATE, le 787, à vérifier.

27. Savez-vous avec qui M. Bagosora a fait affaire dans la transaction avec Botela Bompesse?

REP: Non, BAGOSORA est parti en disant qu'il avait un fournisseur et je ne le connaissait pas

28. Sur les faux recus d'achat de médicaments, et les contrats secrets d'achats d'armes que savez-vous sur ça?

REP: rien, je ne suis pas au courant.

29. Quel a été le rôle d'Alfred Kalissa en Afrique du Sud et de l'achat des armes aux Scheynelles? Celui de Bagosora? Qui lui a donné les voyageurs chèques, (\$402,850.00 US)?

REP: J'ai entendu parler de la mission de NZIZORERA et de BAGOSORA aux Scheynelles j'ai seulement entendu dire que ces gens se sont retrouvés là et ne disaient pas toute la vérité.

2 ième entrevue: BAGOSORA, NZIZORERA et BIZIMANA de la Minadef sont allés faire un voyage ensembles en Afrique du Sud pour acheter des armes, Ils n'ont pas obtenu d'armes et auun rapport ont été fourni, même le Président s'est inquiété, il ont fait Goma, Kinshasa et les Séchelles.

30. Comment expliquez-vous que la même série de travellers cheques a servie a acheté des billets d'avions pour \$14,000.00 US acheté par l'Ambassadeur du Rwanda au Zaire, pour le Président Rwandais et son entourage? Il est évident que quelqu'un a coordonné le contrôle de l'émission des chèques de voyages quelque part?

REP: je n'en sais rien, il avait une somme pour l'Afrique du Sud annulé, un avion avait été loué à Goma, je ne suis pas au courant de cette ordre d'achat.

31. Est-ce la décision, du Min. De la Défence Bizimana Augustin, vous-même, Bagasora ou Joseph Nzirorera, quel est son titre et le rôle de Nzirorera? Y-a-t-il quelqu'un d'autre dans cette affaire inconr de nous?

REP: C'est la décision du premier Ministre Kabanda, il avait confiance en eux.

32. L'utilisation des chèques de voyage a-t-elle été voter ou décréter officiellement par le GVT? La remise ou l'émission des ces fonds a-t-elle été faite au niveau de la BACAR ou à celui de la Banque de Commerce? Où pourrait-on localiser les documents de cette ou ces transactions? À Gitarama? La succursale de la Banque de Commerce de Gitarama, est-elle encore ouverte actuellement

REP: C'est toute les devises, c'est le GVT qui a pris la décision. On parlait même pas de budget, toutes les devises étaient bloquées et utilisér à des fins de guerre, il n'était pas question de budget.

33. Qui est Guiseppe Avzaradel un Zairois et quel rôle a-t- joué dans les transactions entourant les chèques de voyages et achats d'armes?

34. Comment ses dépenses ont été comptabilisées.

35. Qui était le dir.gén. de la Banque de Commerce et était à Gisenyi et d'après l'info reçue se désintéressait du sort de l'entreprise? Au niveau bancaire, qui dirigeait, était le leader?

REP: MVUYEKURE, il est décédé, on disait qu'il avait le sida, il est décédé en juillet à Goma, mais il était là. Il avait des directeurs qui opéraient, ça ne l'empêchait pas de rester au niveau des commandes, mais il continuait de travailler. C'était Ephrem et Masonga et le président du conseil d'administration SEBAHARAHAKWA qui proposaient que le directeur soit limogé et à cause de sa faiblesse et de sa maladie, la demande a été verbale, on étaient à Gisenyi à la fin de Juin, je ne trouvais pas l'opportunité de changer les gens au niveau de la situation. Je ne sais pas si les décisions prisent l'ont été à son insu, mais je l'ai vu à Gitarama et Gisenyi. Je crois qu'il était avec Bagosora, si j'ai bonne mémoire quand il sont venus chercher les Tcs, ils étaient ensemble. Je l'ai vu plusieurs fois, mais il souffrait, lui, il refus: de quitter son poste.

36. Expliquez-moi le rôle du Général Baramoto, chef de la garde civile Zairoise dans cette transaction. (\$40,000.00 US, Eric Broens de Centrafar, produit pharmaceutique \$10,000.00US, et \$120.000.00 US à Motayo?

REP: Ne sais pas

37. Si je ne me trompe pas, le gvt. a transféré le 2 ou 3 Juin 94 de Gitarama à Mayamba. (Préfecture de Gisenyi). Qui a pris cette décision?

REP: On est entré dans la salle à 9:00 AM, un messenger passe un morceau de papier à KABANDA qui lu le papier et il a dit messieurs ceux qui ont peur peuvent déjà partir, car le FPR est à Myakaramosie, i avançait et se rapprochait, c'était la panique, on s'est levé, chacun courraient et voir comment ils fuiraient, c'était la débandade, on s'est dirigé vers Gisenyi, la panique, moi jé suis passé par Kibuye, la population a fui.

38. Qui a assuré le déroulement du transfert de fond de la Banque Nationale du Rwanda, à la Banque de Commerce du Rwanda, à Gisenyi?

REP: La coordination a été faite par HABAMESHI Innocent le contrôleur général et le second du Gouverneur, l'argent était sous la garde de deux militaires. Le caissier de l'État m'a dit que s'est Bagosora qui l'a aidé à sortir de l'argent de la Banque.

39. Où pourrions-nous trouver les documents sur ce transfert? Cette Banque est-elle encore ouverte?

REP: Wellars, c'est toujours lui qui et ses agents qui ont les dossiers.

40. Que savez-vous du contrat de Kabiligi avec un fournisseur chinois, Avec quel cie il a fait affaire?

REP: Je n'ai pas vu le contrat, non même au conseil du GVT on en a pas parlé. Il était Général.

41. Quand a été fait le transfert des fonds de Gisenyi à Goma. Avez-vous le nom et l'adresse de la ou des Banques Commerciales Zairoises en face de l'hôtel MASK?

REP: Je sais qu'à Goma il a deux bâtiments à coté de l'Hôtel Mask, la BNR a déposé dans une et la BCR a déposé dans l'autre. Pour la BNR c'est Wellars et 3 autres, ils étaient avec leur chef et avec leur dossiers. Pour la BCR, c'est Éphrem qui s'en est occupé, le montant je ne sais pas.

41.a. L'argent de la Banque Commerciale transféré par Jeep Parjero, a-t-elle été déposée à l'Union Zairoise des Banques? A-t-on de la documentation à cet effet?

41.b. Les fonds de la Banque Nationale du Rwanda et ceux de la Banque de Kigali auraient été amené ensembles par Denis VTIRUGIRIMBABAZI et Zacari et déposer à la Banque Zairoise du Commerce extérieur en excès de 30 Billions FRW ou 100 millions USD. Ces faits sont-ils exacts

REP: HABAMESHI Innocent aurait les papiers et fait le transport.

À la BNR, selon l'information reçue à Goma, il reste 17 milliards FRW, que les Zairois ont enfermé dans leur banque. Le troisième jour, on nous a dit qu'il avait un fax qui disait que l'argent était confisqué, on a continué à demander pour savoir ce qui se passe, les chefs sont passés à Goma, on leur a posé la question et il ne nous on jamais répondu. Je ne sais pas si le FPR c'est rendu maître de cette argent. S'il y a eu accès par d'autres, non, le Gouverneur de Goma nous a dit qu'il attendait les instructions. Les documents de reprise sont aux mains d'Innocent.

Quand j'ai quitté mes fonctions, personne m'a dit que l'argent avait été retiré. Au Zaire on a su que l'argent de la BCR était retournée au Rwanda, on ne sait pas comment, on a su ça d'une femme fondé de pouvoir dans cette banque, elle s'appelle Monique.

42. Qui a fait le convoyage de Gisenyi et leurs dépôts à Goma? (Cassana Cléophas ou M. Habamenshi Innocent)?

REP: De Gisenyi à Goma, j'ai demandé qui avait coordonné ce transfert de fonds, Wellars a répondu qu'il avait passé la nuit chez sa maman et que les fonds ont été mis à bord par HABAMESHI Innocent c'est lui qui a le papier ou il l'a remis au Gouverneur de la BNR.

Pour la BCR et BK, je ne sais pas comment les fonds ont été transféré, mais il avait un responsable qu'on a nommé avant et qui ont fait la remise avec les Zairois. Les Zairois y gardaient toutes les clefs et on ne pouvaient pas avoir accès sans qu'ils le veuillent, je ne sais pas si quelqu'un y a accédé et s'ils ont corrompu des gens au Zaire.

43. Pourquoi M. Habamenshi Innocent s'est vu confier les Finances lors du remaniement du 11er Novembre 94 à Bukavu?

REP: L'histoire de mon limogage a commencé au Rwanda quand je suis entré de ma mission à Nairobi c'est la première fois que j'ai entendu parler Kabanda. Il me reprochait d'avoir été absent sans son accord, quand il s'est fait expliqué que c'était le Président de la République qui avait signé, il s'est calmé, la deuxième fois on a quitté Gitarama en débandade, j'avais une belle famille et je l'ai conduite

Kibouillé, 20 personnes et je les ai aidé à fuir et le lendemain je l'ai rejoins, j'ai appris qu'il avait fait une réunion et limoger le Président, le préfet de Gitarama et le Col. NDENGEYINKA et comme j'étais absent, Kabanda a demandé où j'étais, personne ne savait, le lendemain on m'a dit qu'il s'était plaint de moi. Il avait envoyé ses enfants au Chad dès avril 1994. Moi je me disais, sauve ta famille après je suivrai les autres. J'ai su au Zaire que j'étais en danger, j'ai effectué une mission à Kibouillé et j'ai vu le préfet de Gitarama et que le préfet KAYSHEMA voulait le liquider; ces enfants ont fui avec les miens il avait gardé les miens à Gitamara, moi j'ai gardé les siens. J'ai été voir les autorités et j'ai dit je viens d'apprendre que le préfet est en danger. Il m'a expliqué que c'était pas lui mais les Interhamwees qui le qualifiaient d'être pro FPR, il m'a dit de lui faire le message qu'il assurerait sa protection, en plus j'avais avisé des paysans de ne plus jamais, jamais tuer, et j'ai donné un message de pacification, j'ai dit si quelqu'un tue quelqu'un, il devra être tuer lui aussi. On a raconté qu'un Ministre était en train de condamner les gens qui luttent contre le FPR. Le président de mon parti m'a dit que j'étais en danger si on n'avait pas fui, j'ai dit pourquoi, on t'as accusé d'avoir tenu un langage qui décourage la population et on pensait que tu étais pro FPR, tu étais déjà en danger. Mon limogage est venu au mois de Novembre, c'était toujours celui-ci qu'on proposait et il n'était même pas de mon parti, à Bukavu, Kabanda a voulu faire une petite équipe et il faut réduire, y a pas d'agriculture, mais sauvons toujours les partis politiques.

- Le Président a donné à Kabanda le pouvoir de nommer les gens qu'il voulait, alors il a nommé les gens qu'il voulait en excluant notre parti, il a fait une équipe de sept personnes, dont cinq du Nord et deux du Sud, il s'est fait aider par les militaires BIZIMINGU et KIBILIGI, qui eux voulaient, demandaient qu'on s'en aille y compris le Président et le premier ministre, finalement ils sont restés, il n'a pas eu d'explications, ils ont prêté serment sans inviter personne à la maison du Président. BAGASORA, je l'ai pas vu à Bukavu, il était à Goma. Kabanda venait et y passait la nuit chez-lui et y tenait des réunions chez lui. Je ne suis pas allé chez lui, alors que j'étais exclu, pourquoi?

44. Quand vous parlez de prélèvements sous forme d'avances spéciales ont été effectués par le Gvt hauteur de 500 millions de franc rwandais pour assurer le paiement des salaires du personnel. Quels formes d'avances? Le gvt du Rwanda a-t-il pu honorer sa dette?

REP: On a donné l'argent à la Préfecture de Gisenyi, car c'était des montants importants, j'ai été voir le Commandant de l'armée à Gisenyi, un Général, pour lui demander la sécurité pour garder cette argent à l'extérieur et que la banque ne voulait pas reprendre l'exédent, alors j'ai eu trois militaires Zairois qui ont assuré la garde de ces fonds et la période de la paye de mai, juin et juillet 1994. Nous disions aux gens que la paye était aux mains du FPR et que nous n'étions plus responsable et de retourner au Rwanda, que notre gestion prenait fin. La paye était supervisé par mon Directeur de Cabinet NTIRUMWE Gervais. C'était des FRW obtenu de la BNR, non du Zaire, donc il n'y avait pas de dette. Au début à Goma, nous avons poursuivi la paye des salaires en liquide, les gens exigeait ça, alors les gestionnaires de crédit des ministères ont fait la liste de paye du personnel, c'est cette liste qui a servi à les payer, cette argent appartenait déjà à la BNR, même si elle était déjà déposé au Zaire, c'est une avance de la BNR, mais on avait pris une entente avec la banque Zairoise.

43. Pourquoi M. Habamenshi Innocent s'est vu confier les Finances lors du remaniement du 11er Novembre 94 à Bukavu?

REP: L'histoire de mon limogage a commencé au Rwanda quand je suis entré de ma mission à Nairobi c'est la première fois que j'ai entendu parler Kabanda. Il me reprochait d'avoir été absent sans son accord, quand il s'est fait expliqué que c'était le Président de la République qui avait signé, il s'est calmé, la deuxième fois on a quitté Gitarama en débandade, j'avais une belle famille et je l'ai conduite à Kibouillé, 20 personnes et je les ai aidé à fuir et le lendemain je l'ai rejoins, j'ai appris qu'il avait fait une réunion et limoger le Président, le préfet de Gitarama et le Col. NDENGEYINKA et comme j'étais absent, Kabanda a demandé où j'étais, personne ne savait, le lendemain on m'a dit qu'il s'était plaint de moi. Il avait envoyé ses enfants au Chad dès avril 1994. Moi je me disais, sauve ta famille après je suivrai les autres. J'ai su au Zaire que j'étais en danger, j'ai effectué une mission à Kibouillé et j'ai vu le préfet de Gitarama et que le préfet KAYSHEMA voulait le liquider, ces enfants ont fui avec les miens il avait gardé les miens à Gitamara, moi j'ai gardé les siens. J'ai été voir les autorités et j'ai dit je viens d'apprendre que le préfet est en danger. Il m'a expliqué que c'était pas lui mais les Interhamwees qui le

qualifiaient d'être pro FPR, il m'a dit de lui faire le message qu'il assurerait sa protection, en plus j'avais avisé des paysans de ne plus jamais, jamais tuer, et j'ai donné un message de pacification, j'ai dit si quelqu'un tue quelqu'un, il devra être tué lui aussi. On a raconté qu'un Ministre était en train de condamner les gens qui luttent contre le FPR. Le président de mon parti m'a dit que j'étais en danger si on n'avait pas fui, j'ai dit pourquoi, on t'as accusé d'avoir tenu un langage qui décourage la population et on pensait que tu étais pro FPR, tu étais déjà en danger. Mon limogage est venu au mois de Novembre, c'était toujours celui-ci qu'on proposait et il n'était même pas de mon parti, à Bukavu, Kabanda a voulu faire une petite équipe et il faut réduire, y a pas d'agriculture, mais sauvons toujours les partis politiques.

Le Président a donné à Kabanda le pouvoir de nommer les gens qu'il voulait, alors il a nommé les gens qu'il voulait en excluant notre parti, il a fait une équipe de sept personnes, dont cinq du Nord et deux du Sud, il s'est fait aider par les militaires BIZIMINGU et KIBILIGI, qui eux voulaient, demandaient qu'on s'en aille y compris le Président et le premier ministre, finalement ils sont restés, il n'a pas eu d'explications, ils ont prêté serment sans inviter personne à la maison du Président.

BAGASORA, je l'ai pas vu à Bukavu, il était à Goma. Kabanda venait et y passait la nuit chez lui et y tenait des réunions chez lui. Je ne suis pas allé chez lui, alors que j'étais exclu, pourquoi?

44. Quand vous parlez de prélèvements sous forme d'avances spéciales ont été effectués par le Gvt hauteur de 500 millions de franc rwandais pour assurer le paiement des salaires du personnel. Quels formes d'avances? Le gvt. du Rwanda a-t-il pu honorer sa dette?

REP: On a donné l'argent à la Préfecture de Gisenyi, car c'était des montants importants, j'ai été voir le Commandant de l'armée à Gisenyi, un Général, pour lui demander la sécurité pour garder cette argent à l'extérieur et que la banque ne voulait pas reprendre l'exédent, alors j'ai eu trois militaires Zairois qui ont assuré la garde de ces fonds et la période de la paye de mai, juin et juillet 1994. Nous disions aux gens que la paye était aux mains du FPR et que nous n'étions plus responsable et de retourner au Rwanda, que notre gestion prenait fin. La paye était supervisé par mon Directeur de Cabinet NTIRUMWE Gervais. C'était des FRW obtenu de la BNR, non du Zaïre, donc il n'y avait pas de dette. Au début à Goma, nous avons poursuivi la paye des salaires en liquide, les gens exigeait ça, alors les gestionnaires de crédit des ministères ont fait la liste de paye du personnel, c'est cette liste qui a servi à les payer, cette argent appartenait déjà à la BNR, même si elle était déjà déposé au Zaïre, c'est une avance de la BNR, mais on avait pris une entente avec la banque Zairoise.

45. Où pourrions-nous trouver la correspondance des autorités Zairoises notifiant au Gvt. en exil, du fait qu'elles interdisaient le paiements des salaires sur leur territoire et n'avaient plus la sortie des fonds entreposés dans les Banque Zairoises? Le 500 millions a-t-il été dépensé, où sont les documents? Comment peut-on suivre les mouvements de fond?

REP: Ils ont bloqués, on a eu une première tranche, ils ont eu peur, car leurs propres fonctionnaires étaient pas payés, peut-être que Kigali est intervenu lui aussi, je n'ai jamais vu le FAX. Après le GVT, Kigali est venu négocier cette argent et il ne l'a pas obtenu. Nous aussi nous avons continué à demander et on n'a jamais eu de réponse, jusqu'au moment où Kigali a changé la monnaie ce qui a été fait quand j'avais quitté le GVT, des gens ont eu des problèmes, surtout dans les camps de réfugiés. Le Président leurs a dit de garder leur argent, car elle servira plus tard. Moi je leurs ai dit que j'étais plus ministre et que si je disais quelques choses, j'aurai des problèmes avec ce ministre qui m'a remplacé.

46. Quel est le rôle d'Ephrem NKEZABERA dans ce transfert? Celui de Gatiery? Celui de Cassana?

46.a. Ephrem aurait fait des missions en Allemagne et en France comme chef de délégation pour la Banque Nationale du Rwanda et la Banque de Kigali, êtes vous au courant s'il a transféré de l'argent à la Banque de Paris et de l'utilisation de ces fonds?

REP: La première mission, je ne sais pas dans quel pays ils ont été, mais ils étaient destinés à l'Allemagne. L'objet était d'utiliser et de transférer les fonds au compte de la BNR.

Il y avait Massonga, Kaissire, le Gouverneur Denis, ne sait pas si Ephrem y était, ils n'ont jamais donné de rapport.

Je sais que le numéro un devait aller aux USA et il n'a pas eu de visas, ils ont été envoyés en Europe seulement.

Wellars m'a informé qu'il y a eu un transfert de un million, mais je n'ai pas eu de rapport sur ce sujet, C'est le dossier de la BNR, Denis peut vous informer.

47. Connaissez-vous les montants des avoirs Rwandais au Zaïre, ça a du compliqué votre tâche quand le Zaïre a gelé vos avoirs?

REP: 17 milliards FRW pour la BNR seulement, le reste pour la BCR et BK, je ne sais pas.

48. Où sont ces fonds? Qui est ou sont responsables du transfert et du suivi de ceux-ci?

49. Ces fonds ont-ils été déposés au nom du Gvt Rwandais ou bien sous d'autres noms? Avez-vous les numéros de folio, qui est autorisé et habilité à négocier dans ces comptes?

REP: C'était indiqué dans les dossiers. L'argent, ce dossier existait, c'était pas des comptes des privés, des individus. Ce qu'on a dit quand le FPR a pris le pouvoir, c'est qu'il va faire bloquer les comptes du GVT., alors le premier ministre a demandé au Gouverneur en prévision de ce qui allait se passer de voir comment il pourrait mettre à l'abri des fonds qui pourraient être utilisés par le GVT en exil. C'est le Gouverneur de la BNR qui était responsable. Quand j'ai quitté, j'ai appris que le Gouverneur avait organisé ce transfert et qu'il demeurait responsable de ce montant transféré et restait signataire sur ce compte qui était destiné à Kambanda, c'est Kabanda qui le sait car c'est lui qui a nommé les gestionnaires de ce compte ainsi que le Gouverneur et HABIMANA. Moi, je n'étais pas au courant du montant et ce qu'on a fait avec, j'étais en dehors.

Il y a beaucoup de gens de la banque qui ont sorti des fonds durant la débâcle, on avait créé la zone turquoise, mais si les gens étaient restés au pays on aurait pas eu ces problèmes.

Il n'est pas au courant si des gens ont volé sur les comptes des morts

C'était la BNR qui agissait au nom du GVT rwandais et les autres banques au nom de leurs banques respectives.

50. Qui était le ou les personnes en autorité pour avoir accès à ceux-ci? Comment peut-on les localiser. adresses, tél. Etc?

51. Qui faisaient parti du comité de crise de la Banque?

REP: Je ne sais pas, c'est une affaire interne de la banque.

52. Où sont Éphrem Nzezabera, Isakar, Massonga Denis, Kagéri Georges, (BCR) la gérante de l'agence de Gitarama, Nyiramfabakuze Daniella, Sabahakwe, près du conseil d'administration de la banque. Cyrille de la banque de Kigali, Denis NTIRUGIRIM BADNZI et Félix Kaissyre de la Banque National

REP: 1. Wellars, il est ici à Nairobi, il reste où le chauffeur d'Habyarimana, je n'ai pas son numéro mais je peux l'avoir.

2. MBARAGE Célestin, il serait dans les forêts du Zaïre, il se trouvait à Bukavu, on l'a vu dans les camps du Sud du Kivu.

3. Massonga, il serait en prison quelque part au Rwanda.

Éphrem, il serait en Afrique de l'Ouest.

53. Êtes-vous au courant de transferts de fonds du Gvt. ou de la Banque dans des comptes personnels?

REP: NON

54. Êtes-vous au courant des transactions suivantes et le but de celles-ci? ( Voir liste).

REP: Il faudrait voir avec les banques, dans les dossiers de la BNR, quand les paiements ont été exécutés, va voir à la BNR, demande à Wellars'. Je crois qu'on en a autorisé, aussi surtout aux niveaux des Ambassades, mais c'est possible qu'il y en a qui viennent de d'autres ministères

55. Quel a été le rôle de Séraphin RWABUKUMBA

1. Au niveau achat d'armes?

2. Au niveau des transactions bancaires national et international?

REP: Il était agent de la BNR.

56. Quel a été le rôle de Musabe, le frère de Bagasora à la BACAR

1. Au niveau d'achats d'armes?

REP: Je ne sais pas mais BAGOSORA était la-dedans.

2. Au niveau des transactions bancaires nationale et international?

REP: Il était Directeur de la BACCAR à Gisenyi, il a ouvert la banque, il a demandé des fonds à la BN car il disait que les sociétaires voulaient leur argent.

REP: Il était au Minadef en charge des approvisionnements, il a été envoyé en Avril en mission pour d'armes, il n'est jamais revenu au Rwanda. Le Président voulait savoir pourquoi il n'était pas revenu et voulait le limoger. Demandez à Wellars s'il est parti avec des fonds, ce serait peut-être des magouilles dans votre liste en Égypte, il y a des montants d'argent important. Les Ambassadeus ont joué un rôle aussi.

57. Que savez-vous sur la rumeur à l'effet que le Général ou Colonel Kayumba aurait Détourné \$4,000,000.00US? Comment il aurait pu faire ça?

REP: Peut-être au niveau des fournisseurs et dans les comptes. Il était ici vla 4 ou 5 mois, il aurait quit on peut s'informer pour savoir.

58. Que savez-vous des encaissements de commissions qui se faisaient à la BBL par Majambere Silas, qui serait en France et qui avait un compte commun avec Sagatwa qui aurait été bloqué soit par le gvt. Du Rwanda ou par une banque Rwandaise?

REP: Rien

59. Que savez-vous du transfert de fond du Min de la Défense, M. Bizimana Augustin, le 14 Juin 1994 de \$1,500,000.00 US sur le compte no: 034723-35 de l'Ambassade du Rwanda à Paris?

REP: Je ne sais pas.

60. Quel a été le rôle du Colonel Ntahobari l'attaché Militaire à Paris, dans les transactions d'armes?

Pour les remises de fonds US suivants:

A) la remise d'un chèque de \$1,200,000.00US à GPP ( Groupe Privé Capt Barril)?

Qui est le Capt. Baril?

B) la remise d'un chèque de \$200,000.00US à l'Ambassade de Kinshasa?

C) la remise d'un chèque de \$28,000.00 à l'Ambassade de Washington?

D) la remise d'un chèque de \$40,000.00 à l'Ambassade de Nairobi?

E) Un chèque de 103,000 FF à un dénommé Le Beuf? Qui est Le Beuf?

F) le dépôt d'un chèque de 1,100,000 FF venant de l'Ambassade du Caire et rembourser par le Capt. Barril?

G) La remise d'un chèque de 1,086,071 FF à Robert Bernard Martin, qui est celui-ci?

REP: Ces transactions n'ont jamais été présenté au Ministre des Finances, y faut que ces gens s'expliquent.

61. Avez-vous, votre Gvt, votre Ministère, celui de la défense ou d'autres Ministères commandé ou payé via des Cies locales tel que les quincailleries et les importateurs l'achat d'outils, tel que des pelles, des pioches etc...? Dans la positive, aviez-vous établi des mesures sur la ou les façons de livrer ces marchandises et à qui?



savoir plus long. Wellars demeure à IMARA DAIMA ESTATE le numéro 641, il serait dans un camp réfugié à KAKUMA au Kenya à 600 kilomètres de Nairobi, il est avec le chauffeur de Habyarimana.

AKAZU: C'était une compagnie qui appartenait à la famille du Président HABYARIMANA, composé de sa femme, ses beaux-frères, c'est un noyau qui formait l'entourage du Président. C'était un noyau de pour les gens du pays et avaient beaucoup d'argent.

BASABOSE: Il changeait les devises et travaillait pour le Colonel SAGOTWA. Il est un ancien militaire convertit en commerçant, il serait en URSS, il était au Zaïre après la guerre.

HABIMANA: Il était consul du Rwanda à Nairobi. Je n'ai pas travaillé avec les Ambassades. HABIMANA travaillait beaucoup avec le Minadef dans des dossiers d'achats d'armes, c'étaient des dossiers confidentiels entre ceux-ci, lui Emmanuel ne sait rien de ça, Même que KABANDA refusa refusa à une réunion à Mumanba de montrer les achats d'armes. Ce n'était pas seulement à moi qu'on cachait ça, ils avaient ses propres contacts et je ne sais pas s'il n'avait pas confiance en nous.

AMBASSADE du ZAIRE: les armes ne sont pas venues, il avait des problèmes de trouver des fournisseurs, vérifier les avances faites, c'était un particulier, pas une société.

Je n'ai rien fait, rien a été dit au conseil. J'étais ministre mais j'ai rien vu et la moitié du temps il n'y avait pas de rapports. Les gens qui tiraient les Tutsis étaient des gens contre le FPR infiltrés.

BAGOSORA aurait selon lui après le crash de l'avion aurait dit aux militaires de la Garde Présidentiel sur les ondes de la radio de BAGOSORA des instructions de liquider les opposants jusqu'au matin et ceux-ci ont continués car les FPR avaient encouragé et enrager les gens par leur interventions.

ALCATEL FRANCE: C'est une commande demandé par KABANDA et faite par BIZIMANA ASUMANI pour des téléphones satellitaires pour le président, KABANDA et un autre pour l'État major de l'armée.

06-08-97 a:minfin.



(b) The funds from the *Banque Nationale du Rwanda* as well as those from the *Banque de Kigali* were allegedly brought together by Denis Vtirugirimbabazi and Zaccari and deposited in the *Banque Zairoise du Commerce Extérieur*, in excess of Rwf 30,000 million or US\$100 million. Are those accurate facts?

Ans.: Habamenshi Innocent allegedly had the papers and made the passport

At the BNR, according to information received in Goma, Rwf17,000 million are still outstanding and have been locked up by the Zaireans in their bank. On the third day, we were told that there was a fax, which stated that the money had been confiscated. We have continued to seek information on what is happening. The chiefs came to Goma. The question was posed to them and they have never given us an answer. I do not know if the RPF is in control of that money. Did others have access to it? No, the Governor of Goma told us that he was waiting for instructions. Innocent has the handing-over documents.

When I resigned from office, no person told me that money had been withdrawn. In Zaire, it was known that the BCR money had been returned to Rwanda. We do not know how this was done. We got this from a lady, who is certifying officer in that bank. Her name is Monique.

42. Who transported funds from Gisenyi and effected their deposits in Goma?  
(Cassana Cléophas or Mr Habamenshi Innocent?)

**Ans . From Gisenyi to Goma, I asked who had coordinated the transfer of funds**

**Wellars replied that he had spent the night at his mother's house and that it was Habamenshi Innocent who had taken the funds on board. He has the paper or he has handed it to the BNR Governor**

**Regarding BCR and BNR, I do not know how the funds were transferred. But there was a person in charge who was appointed earlier and who did the remittance with the Zaireans. The Zaireans kept all the keys there and access was possible only when they wished. I do not know if anyone had access thereto or if they had corrupted people in Zaire**

**43. Why was Mr. Habamenshi Innocent appointed to the Ministry of Finance during the 1 November 1994 reshuffle in Bukavu?**

**Ans. The story of my sack began in Rwanda when I returned from my mission to Nairobi. It was the first time I heard about Kabanda. He accused me of being absent without his permission. But when it was explained to him that it was the President of the Republic who had signed, he calmed down. The second time we left Gitarama in chaos. I had a family-in-law and I conducted them to Kibouillé. I helped 20 people flee and the following day I joined him. I learnt that he had held a meeting and fired the Chairman, the Prefet of Gitarama and Col Ndengeyinka, and since I was absent, Kabanda asked of my whereabouts. No person knew. The following day, I was told that he complained about me. He had sent his children to Chad in April 1994. Personally, I told myself save your family and**

later, I will follow the others I knew in Zaire that I was in danger I undertook a mission to Kibouillé I saw the Prefet of Gitarama that Prefet Kayshema wanted to eliminate His children had fled with mine. He had kept my children in Gitarama and I kept his I went to see the authorities I said that I had just heard that the Prefet was in danger He explained to me that it was not him but the Interahamwe who accused him of being pro-RPF He asked me to send him a message that he would ensure his protection Furthermore, I had told the peasant farmers never, never to kill again, and I sent out a message of pacification I said if anyone killed any person, he must also be killed It was said that a Minister was convicting people who were fighting against the RPF My party Chairman told me that I would be in danger if we did not flee. I asked why You have been accused of having made statements discouraging the population. It was thought that you were pro-RPF You were already in danger My dismissal came in November It was always that person that was proposed and he was not even from my party in Bukavu Kabanda has wanted to form a small team and it is necessary to cut down There was no agriculture but we should still save the political parties

The President gave Kabanda the power to appoint the people he wanted, while excluding our party He formed a team of seven people five from the North and two from the South. He was helped by soldiers Bizimungu and Kibiligi, that they wanted, asked that we should go away including the President and the Prime Minister Finally, they stayed on. They had no explanations. They took the oath of office without inviting anyone to the residence of the President.

I saw Bagosora in Bukavu. He was in Goma. Kabanda usually came and spent the night in his home and held meetings there. I did not go to his house, while I was excluded, why?

44. You say that deductions in the form of special advances, amounting to Rwf500 million, were operated by the Government so as to pay staff salaries. What was the form of those advances? Did the Government of Rwanda manage to honour its debts?

Ans. Money was given to the Gisenyi Prefecture, for the amounts were huge. I went to see the army commander in Gisenyi, a General, to ask him for security to keep that money (illegible) outside. The bank did not want to take back the surplus. Hence, I had three Zairean soldiers who ensured security of those funds during the May, June and July 1994 pay period. We told the people that the salaries were in the hands of the RPF and that we were no longer in charge and that our management ended with the return to Rwanda. The payment of salaries was supervised by my Principal Private Secretary, Ntirimwe Gervais. The payment was in Rwandan francs obtained from the BNR and not from Zaire. Therefore, there was no debt. At the beginning in Goma, we paid salaries in cash. The people requested that. Hence, the credit managers of ministries drew up the list of staff salaries. That was the list used in paying them. That money already belonged to the BNR. Even if it was already deposited in Zaire, it was an advance from the BNR. But an agreement was reached with the Zaire bank.

45 Could you find us correspondence from the authorities of Zaire notifying the Government in exile that the payment of salaries on their territory was forbidden as well as taking out money deposited in Zaire banks? The 500 million were spent, where are the documents? How can the movements of those funds be traced?

Ans. They were frozen. We have got the first instalment. They are afraid because their own civil servants were not paid. Perhaps Kigali also intervened. I never saw the fax. Subsequently, the Government in Kigali came to negotiate for the money but it did not obtain it. We too continued to request and we never had an answer until when Kigali changed currency, which was done when I had left the Government. People had problems, particularly in refugee camps. The president told them to keep their money, for it would be used later. Personally, I told them that I was no longer minister and that if I said anything, I would have problems with the minister who had replaced me.

46 What was the role of Ephrem Nkezabera in the transfer? That of Gatiery? That of Cassana?

(a) Ephrem allegedly undertook missions to Germany and France, as Head of delegation, for the *Banque Nationale du Rwanda* and the *Banque de Kigali*. Are

you aware if he transferred money to the *Banque de Paris* and if he used those funds?

Ans For the first mission, I do not know the country to which they went. But their destination was Germany. The objective was to use and transfer the funds to the BNR account

Massonga, Kaissire, Governor Denis were there I do not know if Eprem was there They never produced a report.

I know that the leader had to go the USA but he did not have the visa They have been sent only to Europe

Wellars informed me that one million had been transferred, but I have no report thereon. That is the BNR file Denis can inform you

47 Do you know the amounts of Rwandan holdings in Zaire? Your task must have been complicated when Zaire decided to freeze your assets?

Ans Rwf17,000 for BNR alone, the rest for BCR and BK, I do not know

48. Where are those funds? Who is in charge of transferring and monitoring the funds?



49. Were those funds deposited under the name of the country or rather under other names? Do you have the folio numbers? Who is authorized and empowered to carry out negotiations in those accounts?

Ans.: It was indicated in the files. The money, the file existed. There were not the private accounts of individuals. What was said when the RPF took power was that it was going to cause the Government accounts to be frozen. Thus, the Prime Minister requested the Government, in anticipation of what was going to happen, to survey how it could secure funds, which the Government in exile could use. The BNR Governor was in charge. When I left, I learnt that the Governor had organized the said transfer and that he had allegedly remained in charge of the amount transferred and had his signature on that account, which was designed for Kambanda. Kabanda knows it because he appointed the managers of that account as well as the Governor and Habimana. Personally, I was not aware of the amount and what was done with it. I was outside.

There are very many bank people who took out money during the chaos. The Turquoise Zone was established. But had people remained in the country, we would not have had those problems.

He does not know if people stole from the accounts of people dead.

The BNR acted on behalf of the Government of Rwanda and the other banks on behalf of their respective banks.

50 Which person(s) in authority had access to the said accounts? How can there be located; their addresses, telephone numbers etc?

51 Who was on the Bank's crisis committee?

Ans. I do not know. It's an internal matter of the bank

52. Where are Éphrem Nzezabera, Isakar, Massonga Denis, Kagéri Georges (BCR) Manager of the Gitarama branch, Nyiramfabakuze Daniella, Sabahakwe, close to the bank's Board of Governors, Cyrille from the Kigali bank, Denis Nturugirum Badzi et Félix Kaissyre of the *Banque Nationale*?

Ans. (1) Wellars is here in Nairobi He stays where Habyarimana's driver (sic). I do not know his number but I can have it

(2) Mbarage Célestin is allegedly in the forests of Zaire. He was in Bukavu He was seen at the camps to the South of Kivu

(3) Massonga is allegedly in prison somewhere in Rwanda  
Ephrem is alleged to be in West Africa

53. Are aware of the transfer of funds from the Government or the bank to personal accounts?

Ans. No.

54 Were you aware of the following transactions and their objective? (See list)

Ans : Check up in the banks, BNR files, when the payments were made Check up at the BNR. Ask Wellars I think it was authorized, equally at the level of embassies But it is possible some come from other ministries

55 What role did Séraphin Rwabukumba play

(1) In the purchase of weapons?

(2) In national and international banking transactions?

Ans : He was a BNR employee.

56 What role did Musabe, Bagosora's brother, play at the Bacar

(1) In the purchase of weapons?

Ans.: I do not know but Bagosora was involved

(2) In national and international banking transactions?

Ans.: He was Baccar Manager in Gisenyi. He opened the bank. He requested funds from the BN, for he said that the shareholders wanted their money

Ans. At Minadef, he was in charge of supplies. In April, he was sent on mission to (illegible) weapons. He never came back to Rwanda. The President wanted to know why he did not return and wanted to fire him. Ask Wellars if he went with funds. May be there was wheeling and dealing in your list in Egypt. There are huge amounts of money. Embassies also played a role

57. What do you know about the rumour that General or Colonel Kayumba had embezzled US\$4,000,000? How could he have done that?

Ans.: Perhaps at the level of suppliers and in the accounts. He was here for four or five months. He allegedly left. We can inquire.

58. What do you know about commissions that were collected at the BBL by Majmbere Silas, who is alleged to be in France and who had one account with Sagatwa that was allegedly frozen either by the Government of Rwanda or a Rwandan bank?

Ans.: Nothing

- 59 What do you know about the transfer of funds of the Minister of Defence, Mr Bizimana Augustin, (sic) on 14 June 1999 (illegible), totalling US\$1,500,000, on account No. 034728-35 held by the Embassy of Rwanda in Paris?

Ans : I do not know.

60. What role did Colonel Ntahobari, Military Attache in Paris, play in weapon transactions?

Regarding remittances of the following US funds:

(A) Remittance of a cheque for US\$1,200,000 to *Groupe Privé Capt Barril*

(GPP)? Who is Capt Barril?

(B) Remittance of a cheque for US\$200,000 to the Embassy in Kinshasa?

(C) Remittance of a cheque for US\$28,000 to the Embassy in Washington?

(D) Remittance of cheque for US\$40,000 to the Embassy in Nairobi?

(E) A cheque for FF103,000 to a certain Le Beuf? Who is Le Beuf?

(F) The deposit of a cheque for FF1,100,000 from the Embassy in Cairo and refund by Capt. Barril?

(G) Remittance of a cheque for FF1,086,071 to Robert Bernard Martin? Who is he?

Ans. Those transactions were never presented to the Minister of Finance. Those people should explain.

61. Did you, your Government, your Ministry, that of Defence or other ministries order or pay, through local companies such as hardware shops and importers, for tools such as shovels, pickaxes. etc? If yes, then did you establish measures on the delivery of those goods and to whom?

Ans. I am not aware of those payments, purchases, no, I am not aware. No, it had nothing to do with my functions. The ministries manage their own budgets and the executive directors are in charge. The Principal Private Secretary is not involved.

62. Did you, your Government, your Ministry, that of Defence or other ministries, contribute, supply, give, subsidize funds to organizations such as the MRND, CDR, RTLM. etc?

Ans. No

63. Besides Zaire, in which other countries were Rwanda's resources in foreign exchange or other forms of currency misappropriated?

Ans : There is the issue of TCs for purchases of weapons and ammunitions in relation to which Nzizerora and Bagosora went to South Africa. All the other contracts were treated confidentially by Kabanda and Minadef. They did not show them to the Government. It was confidential between them. I recall that at one meeting two ministers had requested to see the contracts concerning the supply of weapons and they refused.

Documentation was done at the level of the BNR Governor, who was here for four or five months.

64. Are you aware that BNR employees were arrested and imprisoned at the Muhima Prison in Kigali for embezzlement during the 1994 events and the circumstances surrounding those acts?

Ans No.

65. Had or have you drawn up a detailed budget, budget estimates for the period you were Minister of Finance? Where could we obtain such documentation?

**Ans** The budget is annual and runs from 1 January to 31 December It is voted by the Government.

**Ques** Yes, but the 6 April 1994 events have rather upset your budget estimates, the Government stopped getting revenue and you increased your expenditure, as Minister of Finance, you must surely adjust and change the budget?

**Ans** No, I only took the credits and paid them according to the budget We continued with the same expenditure without revenue We did not take account of the reality. For the moment, we have used the existing funds

**66** What amount do you estimate that your Government spent during the period from 9-04-94 to 28-10-94?

**Ans.:** This is a question I cannot answer, for expenditures were not under my control, e g the confidential contracts between Minadef and the Minister of Planning, foreign accounts I cannot estimate that unless we were to return to consult the documents so as to make the estimates

**67** Do you know the magnitude of the deficit and the expenditures you made as the Government?

**Ans.** No.



68 If we estimate the deficit at RwF 21,382,831,211 what would you say?

Ans : Whether the expenditure reached 21,000 million, it's the reality, it reached those proportions, I do not know

69. By taking into account

- 1 Special advances of 1,200,000,000 francs that you mentioned,
- 2 Traveller's Cheques in US\$ for 411,000,000 francs from Bagasora and company,
- 3 Disputable cheques for 2,119,561,163 francs,
- 4 Special advance of 500,000,000 francs from Zaire.

This gives us a total of 17,092,270,048, representing an unexplained outstanding amount. How do you explain this disparity?

Do you know the destination of those funds or for what or for whom they were used?

Ans : We went to Zaire with 21,000 million and 17,000 million remained frozen in Zaire banks and the Government of Zaire refused to reimburse I do not know if anyone succeeded in having the money

70 We have received information that the Government of Zaire has allegedly confiscated sums of money in Rwanda, do you know the amount? What did it do when the Government of Rwanda caused the issue of a new series of notes? Was the Government of Zaire or your Government in exile trapped with the old series of notes and what was the amount?

71. Who was in charge of supplies on mission to Egypt?

(a) Did he have money or funds? What amount was it?

(b) Who had he to meet, do you know his contacts?

Ans - It was Major Kayumba, in charge of supplies I do not know whom or the suppliers that he met.

72 Talk to me about the one million dollars transferred to the OMI account on the file known to the BNR Governor and Ambassador Habimana Cyprien in Nairobi

Ans : I do not know the name of that account BAGOSORA and BAGARRAZZA MICHEL had received instructions from Kabanda to transfer amounts The Governor made the transfers Governor BAGOSORA and BAGARRAZZA (he is living here in Nairobi and was the Director of the *Office de la Culture Industrielle du Rwanda* (OCIR) have and had signing powers. I have no idea of the amount. You should see the governor Those were instructions issued in Zaire It was

money from European foreign banks and not from Zaire. Those were the funds designed for the recurrent budget of the Government in exile. To my knowledge, there are no other funds.

73 Talk to me about the 29 tonnes of tea deposited in Kinshasa on the file known to Col. Ruhorahoza and the Ambassador in Kinshasa.

Ans. That file was treated in Gisenyi by Mozabe's employees, Bagosora's brother. They sent tea to Zaire saying that it paid for the transportation of weapons and ammunitions. I do not know the quantity. It passed through the Gisenyi border.

74 Talk to me about the 15 tonnes of military equipment that remained in Mahe on the file known to Col. Bagosora.

Ans: It was Kasake who was in the new government formed in Bukavu. This file came up after we had left.

75. According to you, are there other things, subjects, pieces of information likely to enlighten me or help me understand or have a better understanding of the acts which occurred and which you think useful for me to know?

- The OGA bills: these are 1993 bills. I am not aware of that.

**PASSPORTS:** His and his wife's expired in 1999. They were issued in 1994. His visa was valid until May 1998. His wife's has expired. The children have their own passports and have student passes. He himself registered for an English course and had a student pass.

Financially, he has a small business. He runs a taxi, a matatu, a minibus in Nairobi. He stated that he had concluded a contract with a friend. He operates and reimburses. A Kenyan lady, Ayonta, is the front. He also has a small car. He denies that he has two matatus and the one that cost between KSH 600 and 700.

- Egypt supplied weapons to Rwanda. Check up in Minadef and BNR files. The entire documentation has remained there. Go and see the Director of Treasury. There is a possibility of knowing more thereof. Wellars remains at the IMARA DAIMA ESTATE, NO 641. He is allegedly in a refugee camp in Kakuma, Kenya, 600 km from Nairobi. He is with Habyarimana's driver.

**AKAZU:** This was a company that belonged to President Habyarimana's family, composed of his wife, his brothers-in-law. It's the nucleus of the President's entourage. It was a nucleus (illegible) for people of the country and had a lot of money.

**BASABOSE:** He changed foreign currencies and worked for Colonel Sagotwa. He is an ex-soldier turned businessman. He is allegedly in the USSR. He was in Zaire after the war.

HABIMANA: He was the Rwandan Consul in Nairobi. I did not work with the embassies. HABIMANA worked a lot with Minadef on files for the purchase of weapons. Those were confidential files between them. Emmanuel personally knew nothing about that, even though Kabanda had refused at a meeting in Mumanba to show the purchases of weapons. It was not only from me that they were concealed. They had his personal contacts and I do not know whether he had no confidence in us.

EMBASSY OF ZAIRE: The weapons did not arrive. There were problems finding suppliers, verifying the advances made. It was a particular individual, and not a company.

I did nothing. Nothing was said to the Board. I was Minister but I saw nothing. For half of the time, there were no relations. The people who shot Tutsis were people who were against RPF infiltrators.

BAGOSORA, according to him, allegedly gave instructions, after the plane crash, to the soldiers of the Presidential Guard on Bagosora's radio, to eliminate the opponents until morning but the soldiers continued because the RPF had encouraged and enraged the people with their interventions.

K0268111

45

**ALCATEL FRANCE** It's an order requested by Kabanda and placed by Bizimana  
Asumani for satellite telephones for the President, Kabanda and another for the army  
Staff Headquarters

06-08-97 a-munfin

WS03-425  
K026-7310-Ko26-7325

45

**REPORT OF THE MEETING OF THE FORMER MINISTER OF FINANCE,  
MR. NDINDABAHIZI EMMANUEL, IN NAIROBI FROM 8 TO 11 JULY, 1, 2  
AND 3 August 1997 CONDUCTED BY GHANDI SHUKRY AND JACQUE  
BAILLARGEON OF THE FINANCE SECTION**

---

The crash occurred on 6 April. The radio advised us to stay indoors. I knew that neighbours had been killed. I was panic-stricken. I sought safety at a friend's home, for I was in the middle. The following morning at 9.10 a.m., I went to hide in a neighbour's house, for I had just heard that soldiers were killing neighbours. I remained in hiding. At 2 pm people ran and we were told that the RPF soldiers had come out. Then I left. I told my wife and children to hide. I was in the PSD. I gave her my telephone number to contact me. We crawled safe and sound. It took me two hours to cover one kilometre, to get there, for they were firing. They arrested me at the roadblock and asked me where I was going. I said where there was security. I moved on. I went to the home of a friend, Rafiki Yacinthe, Principal Private Secretary to the Minister of Public Works. There was fighting between the RPF and the Presidential Guard. There was resistance.

On 8 April 1994, I spent the night in Rafiki's home. Colonel Bagosora came to his house. They talked to each other. Rafiki told me to go to a political meeting and I talked to him about your presence and that you were near the PSD. I asked him whether I could accompany him and he accepted. We got into my friend's car and we went for another

friend, Ndunguste François. At the meeting, we were led to Minadef at the plateau. There were members of other parties there and we were told: "You have arrived but members of the PSD are not here. They wanted each party to maintain their structure and grouping. The decision was that of the Party's committee. It was said listen, you know the situation. There is fighting all over. It is not possible to convene the political bureau to decide. The Chairman of your committee is dead. The secretary was assassinated. The second Vice-Chairman is dead. There remained a woman whose residence was unknown to us.

Then we asked them what we had to do and considering that the three included two political bureau members, they agreed and decided to give me that post. That was a decision that we had to explain to our political bureau and should it accept, then we are going to change that. We signed a paper and that is how I became Minister of Finance.

I knew that Bagosora was Principal Private to Minadef who was on mission abroad. I did not know whether he acted on his own behalf or on behalf of others, for when I arrived the meeting had ended. I was Principal Private Secretary. I was already working in this Government. We did not even have time to congratulate. Those were surprises. We were compelled to stay at the *Hôtel des Diplomates*. I have five children. I did not even know the whereabouts of my wife. On 9 April, I borrowed a vehicle and went to see my wife. There was fighting. I was worried. I finally found her. At 10 am, I took the oath of office.



I am married with five children boys: 19 and 5 years, girls 18, 14 and 9 years, in addition to the African extended family I do not know whether it is still alive The Tutsi members are all dead there, massacred and I suspect that the Hutu members have been eliminated by the RPF. I had my own house It is now occupied by an RPF officer I had three other houses in town

**Emmanuel ended this part of his interview in a very emotional manner. He complained that he had no news about his relatives and did not dare inquire for fear of being massacred, and that he had no contacts. He would like to enter Rwanda and to explain to Kagame that he did nothing.**

1 You were Minister of Finance from 9-4-94 to 1-11-94?

Ans . Yes, I completed my studies in 1976, at the University of Butare. From 1976 to 1980, I was Director of Finance with Trufipro. In 1980, I worked with the civil service. From 1981 to 1985, I was Director/Head of the Administrative and Finance Services at Electrogaz From 1985 to 1990, at the Ministry of Planning, Head of budget preparation in charge of development. I resigned in 1991 to work for a private audit firm From July 1992 to (illegible) April 1994, I was Principal Private Secretary to the Minister of Finance I entered as member of a political party because the Ministry of Finances was entrusted to the PSD.

2 How did you like that heavy task, that was quite an experience?

3 Who appointed you Minister of Finance, who decreed, the new Government?

Ans : See above

3.a. What was Colonel Bagosora's attitude towards you, the finance world and the banking circles?

Ans . Colonel Bagosora helped the banks to move without any other form of pressure. He ensured the security of the transfer. He went to the *Banque Nationale* [National Bank] and provided protection for transfers from Kigali to Gitarama.

3 b Was he an overbearing and vindictive person? Was he a dictator? Describe to me how you viewed him?

Ans.: He was not overbearing He had no authority over the banks, that is, if he had exerted internal pressure. I do not know. I saw him at Rafiki's home for the first time We did not speak to each other. Even at the plateau, I did not speak to him I did not see him leading I know that before the Government was put in place, he was member of the crisis committee, which helped and was at the origin of the formation of the Government

Bagosora was a soldier that no person challenged He travelled to organize. He moved about freely Wherever something was needed, Bagosora was able to help.

4. Who took the decision to transfer the Government to Gitarama on 12 April 1994?

Ans : No meeting was held to take the decision. Personally, I was there. On my return, I discovered that everybody was moving. I followed suit. No person took the decision. I asked and was told that it was Colonel (illegible) Ndindariyimana, currently in Belgium, who had said that it was necessary to have security because he had participated in the movement. He had personally accompanied the Government.

5. What do you do as Minister of Finance?

Ans. The Government had requested me to ensure the security of State funds. I wrote a letter to the BNR Governor to secure State funds. The Government decided to move the funds and put them in the BNR strongroom. At that time, as Minister of Finance, I had the duties I performed when I was appointed Principal Private Secretary to the Minister of Finance. Afterwards, I did not have the key to Minister's office. I had started to work in Gitarama when the Government asked me to allot necessary resources for the task of requesting the region's banks to begin their activities where there was no fighting. We started with banks nearby and very rapidly we went to Butare with the Director of Budget and two soldiers for my protection. We requested the Prefecture accountant to transfer their funds to the Gitarama accounts. The two accountants went to the Gitarama accounts.

under the direct supervision of the Director of Budget in Gitarama. Regarding the activities, the essential was to organize the payment of civil servants, for they were paid through their respective accounts, and to keep the credits of the various ministries through the list prepared by the civil servants. Since the State accounts were always in the red, each time that the Minister of Finance requested funds from the *Banque Nationale*, it was an overdraft. I had written a letter to the BNR Manager to advance Rwf 1, 200 million to the Government for recurrent expenditure, fuel, salaries and sundries.

The Director of Treasury had to draw funds until that moment. We stayed there until June when we were dislodged from Gitarama by the RPF to Gisenyi.

Regarding meetings, we went to Moramba, located at more than one hour by car, as the Minister still stayed there. The funds were transferred to the strongrooms of the BCR and BK, to their branches in Gitarama. BNR money was deposited in the strongrooms of the BCR and BK in Gitarama. In June, we left for Gisenyi and the BCR and BK banks went and set up office in Gisenyi in the commercial departments of their branches and continued their activities.

5.a. Have you noted a continuity of the previous Government's policy by your new Government?

Ans. The Ministry of Finance has had continuity as before as far as operations are concerned. There was continuity in expenditures but was non-existent in revenue. The previous operation has been adhered to. The banks have remained

independent. At the BNR, State employees have stayed on, the directors, indeed, everybody has continued. The same applied to other ministries through credit managers who acted as intermediaries between their ministries and ours. It was the same management procedure. Everybody kept their position.

At the high level of management and the banks, there was no loss of life, except a Tutsi Board member who was killed. Regarding the other ministries, I saw nothing unusual in their functioning, knowing that in the ministries mentioned, no person was able to enter their offices in Kigali. There was no person, not many people, who fled for fear. They had to be called from their homes on the radio to resume their duties in Gitarama. There was another problem. There was no office. Financially, it was mainly the cashiers who had to pay salaries and make purchases. The others were not usable such as customs dues, and taxes. The Budget and Treasury Departments had work. At the level of the courts, the RPF had released everyone and we tried to move those files to a safe place. The press release was read on the radio on 9 April. The RPF had increased the bombings and Kigali had been closed on 7 April.

5 b. According to you, were plans to purchase weapons and tools as well as the planning of the genocide already in progress under the previous Government?

Ans. I do not know. We asked the question. I, personally, insisted on the names of certain hardliners. The fellow in charge of intelligence who was the President's brother-in-law is now the Minister of Agriculture and Livestock in the present

Government, in Kigali. He lived in the President's house during the war of exile, which means, was he aware of this plan, would he have done something to foil it? Then why is he in the RPF Government, when he failed to prevent the genocide? Why did those persons do nothing to save the people?

I know nothing about the plan. I had heard rumours in Kigali. People said that following the signing of the Arusha Accords, the soldiers would no longer have to fight, if they knew that behind them in Kigali the RPF had infiltrated? But to say that there was a plan?

Due to the atmosphere in Kigali, certain persons feared for their lives. They felt insecure. The adviser to the Minister of Finance, Mbaguta Jean Marie, on technical matters and administration, attended the Katiru meeting, which had to put the Parliament in place. That was the last meeting held. When he returned to the office, he told me that he was discouraged, that the Assembly could not be put in place. It was all over. The President was going to kill the Tutsis then. He was killed. There were also Tutsis and Hutus in the opposition who feared the MNR. The Secretary of our PS party suspected the MRND in power. I never saw such a list.

The PSD was in the opposition; it was an opposition party. At certain moments, there were problems within our party and other parties. Certain members were accused of being too RPF while others were accused of a rapprochement with the MNRD. Two parties recruited for the PSD and the MRND. Previously, we had a party very united against the MNRD, which wanted to accede to power through the ballot box. Our party was affected by the problem of division. Its committee

was decimated and, as a result of that, our Chairman was the first to be killed, and then the Second Vice-Chairman. When the government was put in place, the Prime Minister stated the objectives of the new Government, which were clear and reasonable considering the situation, talked about the contact with the RPF designed to stop the war. His Government was put in place for only six months. It had noble objectives. We wanted to end the war and resume negotiations. There was therefore no reason to think that the plan was not going to succeed. But as far as our PSD team was concerned, the objective was to follow our party line, against violence that was advocated in our behaviour. That was the party line, not to support violence but rather to stop it and encourage negotiations. First, the Government sent a mission to contact the RPF in order to negotiate a cease-fire and implement the Arusha Accords. Failures. The RPF refused it. It wanted the Government to first resign for it to negotiate with the Rwandan armed forces. At a certain moment, the Government had accepted that the army should negotiate. But then the RPF demanded that the army must not be mandated by the Government. We had thought that there was no reason for not accepting the posts proposed to us and that we had no choice. We were presented with a fait accompli. Nothing showed that leaving this Government would help advance anything whatsoever. We are not in a coalition. Rather, our party led the ministers. We maintain our line and our acquisitions.

6 What powers do you have over the *Banque Nationale du Rwanda* (BNR) [National Bank of Rwanda] and the other banks?

Ans The BNR is administered by a Board of Governors. The Board Chairman is the Government that leads but operates under the supervision of the Minister of Finance. The Minister is represented on the Board of Governors. The Minister of Finance proposes the appointment of the Governor to the Government. But it is the President of the Republic who appoints him. The other banks are managed by their Boards of Governors. The Government's representative is appointed by the Minister of Finance. If there are decisions to be taken, then the representative is there to ensure compliance with the laws and decisions.

7 The banks closed down on 6-04-94. Who took the initiative to have them open?

Ans The banks did not close down. Everyone received the press statement through the radio to stay at home. Orders were issued for activities to resume. All sectors acted. The Ministry of Finance and businesses in the area under Government control resumed their activities.

8 Did you tell Mr. Morrissette that you had encountered problems? Which?

Ans.: Particularly, at the level of foreign exchange as far as the funds are concerned. We had asked the banks for their foreign exchange. That was why we used this



mission For transactions abroad, we had to make transfers to the BNR so that TCs could be used The Gitarama Commercial Bank yielded to the BNR for the TCs to be used in the operation With embargo problems, no person accepted our orders We had to pay cash That led us to use TCs, which were also hit by the embargo

Immediately after the Government had been put in place, there was a problem of ammunitions. We were first negotiating peace The Minister of Finance had therefore blocked all Minadef orders for the army He refused because he had thought that peace was about to be achieved On 6 April 1994, the soldiers were furious We were accused of being RPF Had the Minister been there, he would have got himself shot This caused panic in the army, for there is nothing difficult in placing orders, but without weapons we could not impose peace.

- 9 What methods did you use to obtain funds that the government needed?
10. Concerning the security of funds, who took the decision to move and transfer them from Kigali to Gitarama?

Ans. The Government and the banks, Nzezabera Ephrem and Massonga Denis, certifying officers of the BCR.

- 11 Who took the decision to transfer the bank's administration from Kigali to Gitarama?

12 Who takes the decision to transfer BNR staff from one department to another within or to another banking institution or the government?

Ans. The Board of Governors of the bank

13 Who appoints and dismisses the Governor of the bank?

Ans. The President of the Republic through the Minister of Finance.

14 Who issued orders to the Governor of the *Banque Nationale du Rwanda*?

Ans. It's me. I write to him to put together all available funds and to request funds from the other banks, and to ensure the security of State funds

15 What amount was secured in Rwandan francs, US dollars and other currencies and in Traveller's Cheques? Can we say Rwf 22,000 million?

Ans. Rwf 21,000 million came from Kigali to Gitarama. They left 11,000 million in the coffers of the BNR. Small notes of 100 francs and coins were left there. This was done after such transfers. It was done after and not at the same time as on 12 April. I don't have the date, but it was around the 12<sup>th</sup>. The BNR people know the date. From Kigali we looked for the person responsible for the workers with

the keys Those were the same people who transferred money and who have continued to be responsible for the funds Nothing has changed It's the Treasury Department official and his collaborators He followed to Gisenyi and Goma. It was the same persons who had the documents They included Baganizi Wellars, Kaissi and Governor Denis Nturugumbazi, Rwabutogo, Kimanuka, Habamenshi Innocent, he is very important. He is second to the Governor. He replaced me It was he who issued orders when the Governor was absent.

16. How much, what amount did the other banks give or supply to the *Banque Nationale du Rwanda* or the government?

Ans. Following the problems of funds for foreign supplies, I do not know neither what the banks gave nor the amount, nor the report on the mission to Europe. But the objective was to transfer funds from their correspondent banks in the BNR correspondent banks account to Paris In that mission there was Massonga Denis (alleged to be in prison in Kigali), inquire the account from him I do not know. The Governor wanted to go to the USA, but he had no visa. The first mission was to Germany

- 17 During the mission organized to Butare in the week from 12 to 16, with the Director of Budget, Mr Nkilyehe Melane, in order to urge the Prefecture to pay its assets into the Gtarama accounts, or an amount of \$35 million, in Rwf or other currencies, did the Prefecture pay in those funds?

Ans YES. I cannot say exactly how they were used Consult the accountant of Gitarama.

(a) Were you financed from those same funds? How were the funds used?

Ans : I requested the BK Manager to transfer his money and he refused He did not want to move because he had no powers and Belgium did not want

18 (a) Are there other Prefectures which received the same invitation? Did they supply funds and what amount was it?

Ans There are none. I requested that Ruhango must do it, for he was going to fall in the hands of the RPF. But I do not think that money came from there.

(b) When were those requests made? If through an official request, then whose funds were they?

The Cashier of the *Banque d'Epargne du Rwanda* [Savings Bank of Rwanda] had requested to secure the funds He hid himself in his home He came and asked us whether there was a means to save the money We told him to ask the RPF The RPF Government had arranged for the coffers to be opened, and the new Governor had already been appointed The coffers had Rwf 500 million

19 Who was the Governor of the *Banque Nationale du Rwanda*?

**Ans :** Ntirugihumbazi Denis

**20** What was the amount of the special advance requested and obtained from the government for RwF 1,200 million or RwF 800 million at the *Banque Nationale du Rwanda* meant for salaries and to whom was it paid? Salaries and FAR, please give details

**Ans** 1 2 million for salaries, recurrent expenditure We apply for an overdraft, an advance The Director of Treasury uses all applications for payment addressed to the Minister of Finance. The Treasury Department gives orders for the payment of bills or applications for funds in the country or abroad. So, we cannot say. It is necessary to go and examine the BNR files, for the BNR obeys orders, which come from the Minister of Finance The 500 million from the *Caisse d'Epargne* [Savings Bank], represented an advance from the BNR to the Government designed to pay off depositors, savers It's a budget re-allocation

**(a)** By mid-May, an ADB meeting held in Nairobi. What was the purpose of that meeting?

**Ans** Rwanda is a member of the African Development Bank (ADB), which has its seat in Abidjan, Côte d'Ivoire. I attended the General Assembly, the meeting of Ministers of Finance. No Rwandan funds have been deposited in the ADB

(b) Do you have different budgets to run? Say, official or non-official?

Ans. There is no non-official budget. I do not know of any. We have an ordinary budget and a development budget managed by the Minister of Planning.

(c) The recurrent budget managed by MINADEF, Augustin Bizimana and the other by the Minister of Planning, August Nirabatware, the development budget, do you have the right to look into their management?

Ans. All the ministers went through the Minister of Finance. He had a budget for each ministry but payment was done by the Ministry of Finance. There were no parallel budgets, but I cannot affirm that I have checked all the expenditure. The Ministry of Planning had the power to administer. It's the budget. That is what I heard the State cashier arrived in Gisenyi say. The Minister of Planning drew several cheques on that account. I asked him the amount. He told me that he did not know but that the documents were in Goma at this mother's house. He had the powers to sign and he was the one who signed. It is a budget based on drafts and financed by foreign aid. Each draft had to pass through the Minister of Planning, be it import/export or locals. I saw Wellars very often. He left his briefcase at his mother's house. She entered Rwanda and is prison in Gisenyi.

**Ques** You, as Minister of Finance, were you aware? He told me nothing I knew that he had signed the cheques only when I got here in Nairobi The Minister of Planning was Ngirabatware Augustin.

**(d)** How did the cash flow in? Under which heading?

**Ans** See the Ministry of Planning or the BNR, for it was they who made the entries

**(e)** Are you aware of the issue of several cheques and the reasons, and why they were issued?

**Ans** . No

**21** Did you touch the gold or other reserves of the bank, where have they been deposited?

**Ans.** Ask Wellars who was at the BNR when the funds were transferred and who told me that there was no gold there, except for a small quantity seized, which has remained there I cannot say anything about the reserves See the BNR Governor

**22** Was much earned from fuel sold?

**Ans.** No, we got supplies of fuel The State used it and (illegible) not paid.

**(23)** What do really know about the adventure with Thomas Cook Traveller's Cheques and Visas?

**Ans** An embargo was imposed on those cheques and we had problems with them

**24.** Visas and Thomas Cook had notified the BNR to destroy the Traveller's Cheques that Colonel Bagosora had in his possession, who ordered the BNR not to destroy them and why?

**Ans.** No one gave me the order not to destroy them I am not aware of such an order Find out from the BCR and BK. We, we learnt that there was objection to the payment of the cheques When in May, after Bagosora had used them, had we known, we would even have tried to use them We knew that the Traveller's Cheques could be used We requested cheques and gave them to people in need elsewhere and they got blocked

**25** Who decided to take the said cheques to purchase weapons and ammunitions?

**Ans :** When the embargo was imposed, the Government decided to constantly get supplies without placing orders, for such orders would not have gone through because of the embargo as there was no foreign exchange The Government then



decided that holders of foreign currency accounts should be used and that the depositors should be reimbursed in Rwf. Thus, it was necessary to look for foreign exchange. That is how BNR and BCR said that they were depositing TCs. The Government therefore decided that those cheques should be advanced to the BNR to be used for supplies. It was the President of the Republic and Bagosora who decided to send people on mission.

Ques . Was it Bagosora, the Government?

Ans No, it was the Council of Ministers. We do not know how the drawing was done, for it was Nzizorera Joseph, Bagosora and Minadef, for they had received the mission to go abroad, for they could obtain weapons and left for Goma, for the supplier came from there. They went to Goma. I do not know the supplier. Subsequently, we learnt that they went to Kinshasa. After Kinshasa, I saw Bagosora in Goma when we had fled. He was in the Goma refugee camps. While in Gisenyi, the President called me to find out whether it had worked. Every body wondered why those people did not come. We learnt that the TCs had been blocked. I handed the file to the Governor. If they had sent someone, then it was at the level of Minadef that such a person would be received. There were two-phase missions as well as failure.

26. Who handed the cheques to Mr Bagosora? Were there proofs of transactions, which corresponded to the Traveller's Cheques issued? Where could such issues of TCs be found?

Ans The cheques were taken from the BCR. They were ceded to the BNR by the BCR and given to Bagosora. The cheques were registered in BCR and BNR accounts. They used the helicopter to go to Gitarama. There are people who had gone at the beginning, the outset of the war in the village. Bagosora went to look for him in the helicopter so that he could come to work. I do not know whether he forced him to (illegible) or whether he refused or was taken by force. In any case, no person came to complain that he had been threatened. Bagosora was the key figure. He was noticeable and noticed. Regarding the cheques, I was worried when they came for the second instalment. They left with TCs and had nothing. It was not normal. I saw Kabanda who told me in his room in Gitarama: "Listen, it's they. I have all confidence and I authorize the second instalment. Try to find someone from the Presidential Guard, for it erected the roadblocks. It's the Presidential Guard that was at the root and gave the orders. Were they uncontrollable? They were chosen by people of the house. Here, the driver came from the family. He is Habyarimana's driver here in Nairobi. His name is Louis, but his family name? He is married to the President's sister. He stays at IMARA DAIMA ESTATE, the 787, to be verified.

27. Do you know the person with whom Bagosora did business in transactions with Botela Bompesse?

Ans : No Bagosora left saying that he had a supplier and I did not know him.

28. What do you know about fake receipts for the purchase of medicine, and the secret contracts for the purchase of weapons?

Ans. Nothing. I am not aware

29 What role did Alfred Kalissa play in South Africa and in the purchase of weapons in the Seychelles? The one from Bagosora? Who gave him the Traveller's Cheques (US\$ 402,850)?

Ans.: I heard of the mission by Nzizorera and Bagosora to the Seychelles I only heard that they met there and were not telling the whole truth

Second interview Bagosora, Nzizorera and Bizimana of Minadef travelled together to South Africa to buy weapons They did not acquire weapons and no report was produced Even the President was worried. They went to Goma, Kinshasa and the Seychelles.

30. How do you explain that the same series of Traveller's Cheques was used to buy air-tickets, amounting to US\$14,000, bought by the Rwandan Ambassador to Zaire, for the President of Rwanda and his entourage? It is obvious that somewhere someone coordinated the issue of Traveller's Cheques?

Ans. I do not know anything. He had an amount for South Africa cancelled. A plane had been hired in Goma. I am not aware of that purchase order.

31. Was it the decision of the Minister of Defence, Bizimana Augustin, yourself, Bagosora or Joseph Nzirorera? What was his title or Nzirorera's role? Is there another person in this matter unknown to us?

Ans. It was the decision of Prime Minister Kabanda. He had confidence in them.

32. Was the use of Traveller's Cheques voted or officially decreed by the Government? Was the remittance or issue of those funds done at the level of Bacar or that of the *Banque de Commerce* [Commercial Bank]? Where could we locate the documents of the said transaction(s)? In Gitarama? Is the Gitarama branch of the *Banque de Commerce* still open currently?

Ans. It was all the foreign exchange. It was the Government that took the decision. The budget was not even talked about. All the foreign exchange was blocked and used for the war. There was no question of a budget.

33. Who is Guiseppe Avzaradel, a Zairean, and what role did he play in the transactions surrounding the Traveller's Cheques and the purchase of weapons?
34. How was his expenditure accounted for?
35. Who was the Managing Director of the *Banque de Commerce* and who was in Gisenyi and who, according to information received, lost interest in the plight of the company? At the level of the bank, who was the manager, who was the leader?

Ans. Mvuyekure, he is deceased. It was said that he suffered from AIDS. He died in July in Goma, but he was there. He had Directors who did the work. But that did not prevent him from being in control. He continued to work. It was Ephrem and Masonga and the Chairman of the Board of Governors, Sebaharakwa, who proposed that the Manager should be fired because of his weakness and illness. The request was made orally. They were in Gisenyi at the end of June. I did not have the opportunity to change the people at the level of the situation. I do not know whether the decisions taken, were taken without him knowing. But I saw him in Gtarama and Gisenyi. I believe he was with Bagosora. If I remember well, they were together when they came to collect the TCs. I saw him several times, but he was suffering a lot. He refused to quit his post.

36. Explain to me the role of General Baramoto, Head of the Zairean civil guard, in the transactions. (US\$40,000, Eric Broens de Centrafar, pharmaceutical products, US\$10,000, and US\$120,000 to Motayo?)

Ans . I don't know.

37. If I am not wrong, the Government made transfers, on 2 or 3 June 1994, from Gitarama to Mayamba (Gisenyi Precture) Who took the decision?

Ans : We entered the room at 9 o'clock. A message was sent on a piece of paper to Kabanda who read it and then said: gentlemen, those who are afraid can already leave, for the RPF is in Myakaramosie. He moved forward and got closer. There was panic We stood up. Everyone was running You needed to see how they fled. It was total chaos We went towards Gisenyi, panicking, I passed through Kibuye. The population fled

38. Who ensured the actual transfer of funds from the *Banque Nationale du Rwanda* to the *Banque de Commerce du Rwanda*, in Gisenyi?

Ans. Habameshi Innocent, Controller General, and deputy to the Governor, did the coordination Soldiers guarded the money The State cashier told me that Bagosora had helped him to bring out the money from the bank

39. Where could we find documents on those transfers? Is that bank still operating?

Ans. Wellars, it is still him and his agents who have the documents

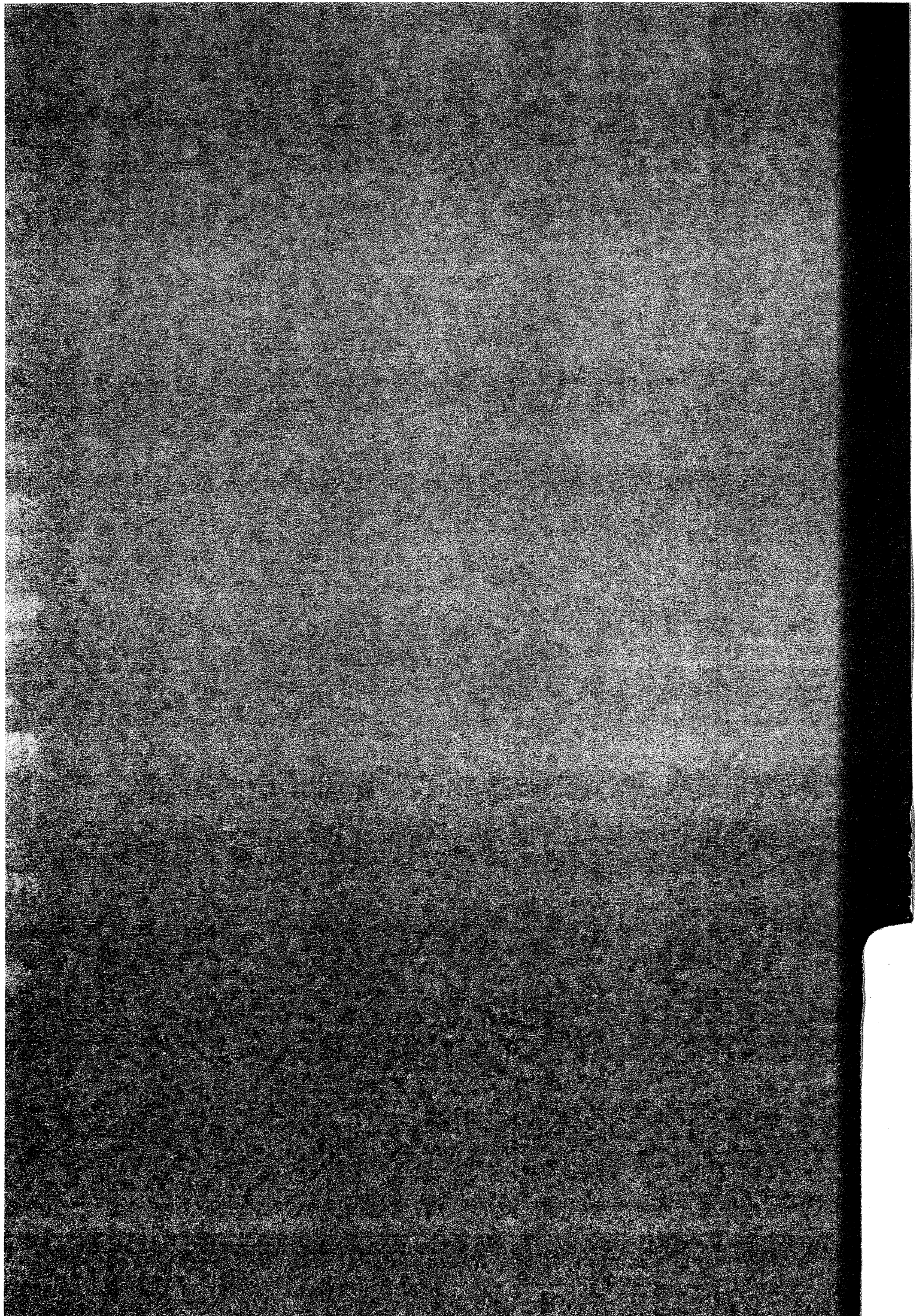
40. What do you know about Kabiligi's contract with the Chinese supplier? With which company did he do business?

Ans.: I did not see the contract, not even at the Cabinet meeting. It was not mentioned. He was General.

41. When were funds transferred from Gisenyi to Goma? Do you have the name and address of the *Banques Commerciales Zairoises* [Zairean Commercial Banks] in front of the *Hôtel MASK*?

Ans.: I know that in Goma, there are two buildings next to the *Hôtel MASK*. The BNR deposited in one and the BCR deposited in the other. Regarding the BNR, it was Wellars and three other persons. They were with their chief and they had their file. Regarding BCR, Ephrem was in charge of that. I do not know the amount.

(a) Was the money from the *Banque Commerciale*, transferred in a Pajero jeep, deposited in the *Union Zairoise des Banques*? Do we have documentation to that effect?





K0184935

Avons entendu ce jour 30-11-1996 de 16h20mns à 19h19mns Mr Emmanuel Ndingabahizi ancien Ministre des Finances du gouvernement intérimaire du Rwanda qui a répondu comme suit à nos différentes interpellations:

"J'aimerais tout d'abord insister sur le problème de sécurité qui se pose aux candidats au rapatriement. Pour ma part je vis ici à l'étranger depuis plus d'un an, et en situation irrégulière puisque mon passeport est périmé quant bien même mon visa n'arrivera à expiration qu'au mois de Mai 1997. C'est dire combien je souhaite tout comme un grand nombre de compatriotes, retourner dans mon pays si j'étais assuré d'y trouver un minimum de sécurité. Je sais qu'entre les déclarations officielles des dirigeants actuels et leurs actes de tous les jours, il y'a une grande différence. Souvent cette différence n'existe même plus, quand par exemple le Conseil des Ministres d'hier 29-11-1996 a décidé de la saisie et de la vente sans autre forme de procès des biens immeubles de toutes les personnes supposées avoir trempé dans le génocide. Concernant ma carrière proprement dite, je porte à votre connaissance que, avant la guerre, j'ai vécu sans discontinuer à Kigali depuis 1976, date de l'obtention de mon diplôme universitaire. Par la suite j'ai occupé les postes suivants:

- directeur financier de la coopérative de commerce Trafipro de 1977 à 1981
- chef du service administratif et financier de la société Electrogaz de 1981 à 1985
- chef de la division du financement interne au Ministère du Plan de 1985 à 1991
- auditeur dans un cabinet privé d'Audit de 1991 à juillet 1992
- directeur de Cabinet du Ministre des Finances de Juillet 1992 à Avril 1994.

Il est à noter que ma nomination à ce poste découle de mon appartenance au Parti PSD. En effet lorsque en 1991 la création des Partis politiques fut rendue possible. 5 grands Partis virent le jour et se repartirent les portefeuilles ministériels au prorata accordé à chacune des formations politiques. C'est ainsi que le PSD bénéficia de 3 portefeuilles dont celui des Finances qui fut confié à Mr Marc Rugenera ( ce dernier détient actuellement encore le même poste). A l'instar des autres Ministres, Mr Rugenera a composé son Cabinet en faisant appel essentiellement à des militants de notre Parti. Et c'est tout naturellement que son choix s'est porté sur ma personne pour diriger ce service.

J'ai assumé ces fonctions jusqu'aux événements de 1994.

Lorsque ces événements ont éclaté je me suis successivement caché chez un voisin de quartier puis, pour des raisons de sécurité chez Mr Rafiki Yacinthe alors directeur de Cabinet du Ministre des Travaux Publics, dont le domicile était gardé par des ~~porteurs d'armes~~ <sup>porteurs d'armes</sup> en uniforme. J'y ai passé ~~3 nuits~~ <sup>la nuit</sup> jusqu'au 8 Avril 1994.

Il est vrai que sur le chemin qui m'a conduit chez Mr Rafiki j'ai traversé ~~des~~ <sup>plusieurs</sup> barrages où s'effectuaient des contrôles systématiques d'identité. Ayant vérifié ma carte d'identité les responsables des points de contrôle ~~ne m'ont pas fait de difficultés particulières.~~ <sup>me m'ont pas fait de difficultés particulières.</sup> ~~Cependant~~ <sup>me</sup> m'ont ~~cependant~~ <sup>cependant</sup> gardé quelques temps parce qu'ils ne comprenaient pas que des cadres comme moi nous cachions et les laissaient eux se débrouiller tous seuls. Ayant très peur à l'époque, je n'ai pas cherché à devisager les intéressés. Aussi pendant le temps passé près ~~des~~ <sup>des</sup> barrages je n'ai assisté à aucun acte de violences sur des personnes, qu'ils soient tutsi ou non.

C'est donc le 8 Avril que le Colonel Bagosera est venu au domicile de Rafiki pour le chercher. ~~Après qu'il lui avait signalé sa présence, Bagosera s'est dirigé vers le domicile de Rafiki pour assister à une réunion de mise en place d'un nouveau~~

*après l'arrivée à une réunion des Partis Politiques qui a abouti à la formation d'un nouveau pouvoir venant de Rafiki lui a signalé sa présence, en insistant sur son rôle...*

~~Je me souviens~~. Nous avons pris au passage un autre membre de mon Parti, du nom de Ndungutse Francois. Arrivés sur les lieux à l'hôtel ~~Les Diplomates~~, nous avons constaté que la réunion avait pris fin et que seul notre Parti, le PSD y avait été absent. Mais Mr Mugenzi nous a aussitôt fait l'économie des débats et demandé que nous désignions séance tenante nos représentants aux postes revenant à notre Parti au sein du nouveau gouvernement. Nous étions embarrassés puisque une telle désignation directe était contraire aux principes de notre Parti qui exigeaient une réunion préalable du Bureau Politique. Mais Mr Mugenzi nous a pressés en disant qu'une telle éventualité ne pouvait être envisagée en raison des troubles dans le pays et du fait que tous les autres membres du Bureau étaient soit morts soit introuvables. Devant l'urgence, c'est le Bureau restreint composé des 2 membres présents: Rifiki et Ndungutse, qui a statué et pris la décision que Rifiki prendrait le portefeuille des Travaux Publics et moi celui des Finances. *et Ntabumukunyi straton au MINAGRI*

A cette réunion du 8 Avril 1994 les personnalités suivantes étaient présentes:

- Karamera Edouard ( MRND )
- Ngirumpatse Mathieu ( " )
- Nzirorera Joseph ( " )
- Mugenzi Justin ( PL ) Ces 2 du PL étaient déjà dans l'an-
- Ntamabyamba Agnes ( PL ) cien gouvernement.
- Ruhumuriza Gaspard ( PDC ) *(dont le Président avait fait le FPR) - plus Tsch*
- Murego Donat ( MDR )
- Karamera Froduard ( " )

Ce jour je n'ai remarqué ni la présence de Kambanda qui semble-t-il se cachait à la gendarmerie, ni celle du Président Sindikubwabo pour lequel les recherches étaient en cours.

A mon avis leur nomination s'explique de la manière suivante:

- Kambanda avait auparavant été pressenti à ce poste en application des Accords d'Arusha, au titre du MDR
- Sindikubwabo a non seulement été le choix du MRND mais aussi de la Constitution.

Après la mise en place du nouveau gouvernement le 8 Avril, une prestation de serment a été organisée le lendemain. C'est à cette occasion que pour la première fois j'ai rencontré Kambanda. Celui-ci, ainsi que le Président Sindikubwabo ont effectivement assisté à cette cérémonie. *à l'Hôtel des Diplomates*

Un conseil des Ministres s'est immédiatement tenu après. Je ne me rappelle pas exactement des décisions prises mais il s'agissait surtout de ramener la paix et la tranquillité dans le pays.

Le nouveau gouvernement est resté à Kigali jusqu'au 12 Avril.

Son travail a consisté surtout à rechercher les voies de dialogue avec le FPR pour arrêter la guerre et les massacres. Mais le FPR refusait de dialoguer au prétexte que notre gouvernement était une équipe de criminels. *autre problème*

Les négociations avec le FPR avaient été amorcées par le 1er Ministre Kambanda, remplacé ensuite par Gatsinzi à la demande du FPR qui exigeait un interlocuteur militaire.

Le contact avec les FAR se faisait naturellement par l'entremise du ~~Ministre~~ *MINISTRE* de la Défense. *mais le FPR exigeait que des FAR ne soient pas mandati par le*  
Je ne sais pas si des questions militaires ont été soulevées lors des réunions du Conseil des Ministres, mais je me souviens que le Ministre de la défense a évoqué un moment donné, que l'armée était à cours de munitions. Certains fournisseurs *de*

*MINISTRE*  
*mandati par le*  
*SAINT. LES*  
*FAR ONT*  
*Refusé*

l'Afrique du Sud refusait de nous en livrer. Il a été décidé d'envoyer le Responsable des approvisionnements en mission. L'intéressé après son départ n'est plus jamais revenu. Je crois me souvenir que son unique destination était l'Egypte.

Je ne pense pas que le Conseil des Ministres se soit saisi de la question de la Garde Présidentielle (GP) puisqu'il s'agissait d'une formation spéciale qui, à mon sens ne devait répondre que devant le Président de la République. Après la disparition de son initiateur, je ne saurai vous dire si la GP avait continué de relever de l'autorité du nouveau Président Sindikubwabo (Mais il a été question à la demande du FPR, de la création d'une force de 1000 éléments composés du FPR, des FAR, et de la Minuar pour combattre les GP. Il semble que la Minuar se soit opposée à cette idée étant donné que son mandat ne l'y autorisait pas. *J'ai vu cette formation à Nairobi*)  
Par ailleurs du 9 au 12 Avril je n'ai jamais vu de commandants de la GP et pas plus de militaires assister aux réunions du Conseil des Ministres.

J'explique les massacres par le fait des attaques du FPR et son refus de vouloir engager le dialogue avec le nouveau gouvernement pour arrêter la guerre. Je pense que si cette concertation avait été possible, le gouvernement aurait rassemblé le personnel de sécurité adéquat et lutté efficacement contre les massacres.

Il ne revient en mémoire une réunion du gouvernement avec l'ensemble des Préfets, entre le 10 et le 11 Avril. Tous les Préfets étaient présents sauf celui de Butare, peut-être parcequ'il était tutsi. L'ordre du jour portait sur les échanges d'informations et les mesures à prendre. Je ne pourrai vous en dire davantage.

Le gouvernement a effectivement donné des directives pour arrêter les massacres mais je ne saurai vous en citer. Seulement, je me souviens que des messages écrits ont été élaborés dont je ne possède malheureusement aucune copie ou texte intégral.

Le gouvernement a aussi entrepris des campagnes d'explication et de sensibilisation dans les zones non occupées par le FPR. Ainsi j'ai conduit une première délégation à Gikongoro, et participé à une autre conduite par le Président Sindikubwabo à Kibuye. C'était entre les mois d'Avril et de Juin. Je sais également que le Président s'est rendu à Butare. Il ne me vient pas en mémoire les thèmes développés dans ces 2 localités (Kibuye et Butare) mais je sais que les massacres y avaient déjà commencé. Du 12 Avril au 2 Juin le gouvernement s'est déplacé à Gitarama. Pendant cette période j'ai effectué une mission de la BAD ici à Nairobi dans la 1ère quinzaine de Mai.

Les tâches assumées par le Ministre des Finances que j'étais peuvent se résumer comme suit: donner des ordres au Gouverneur de la Banque Nationale afin d'organiser et de sécuriser tous les fonds de la Banque Nationale et des banques privées, restés à Kigali.

Il reste entendu que cette tâche fut très difficile à mener en raison du fait que le personnel était en fuite et que l'accès de Kigali pour évacuer les fonds, était de plus en plus périlleux. Nous avons néanmoins pu localiser certains des agents qui se sont alors rendus à Kigali sous la supervision du Gouverneur de la Banque Nationale, pour l'évacuation des fonds entreposés à la Banque Nationale, en direction de Gitarama. L'équipe a rencontré d'énormes difficultés pour pouvoir déplacer les fonds, notamment les pièces de monnaie et les billets de banque de 100 Frs (pour une valeur approximative de 11 milliards) qui furent d'ailleurs abandonnés sur place, faute de pouvoir les transporter.

Ce sont donc les billets de 1000 et de 5000 Frs qui ont été effectivement transportés et logés à Gitarama. Le montant total se chiffrait à environ 22 milliards composés uniquement de francs rwandais à l'exclusion de toute devise étrangère.

*le mont des  
président*

Les travaux de transfert des fonds se sont déroulés sous la supervision du Gouverneur Mr Ntirugirumbabazi Denis, et du Caissier Général de l'Etat Mr Baganizi Wellars. A l'issue de l'opération ils n'ont pas établi de rapport écrit, mais je me souviens que le Gouverneur a fait un rapport verbal.

A leur arrivée à Gitarama les fonds ont été logés dans 2 succursales: de la Banque Commerciale, et de la Banque de Kigali. Ensuite nous avons récupéré les fonds de Butare qui furent eux, versés à la Comptabilité de la Préfecture de Gitarama pour un montant de 35 millions.

Après cette sécurisation ma première activité a consisté au paiement, d'une part des salaires des agents sur la base de listes, d'autre part des crédits de fonctionnement des Ministères. A cet effet le Gouverneur a fait une avancée parce que le compte de l'Etat était débiteur. L'ensemble des situations comptables étaient détenues par le Caissier Général Mr Wellars mais il dit avoir laissé tous ces documents à Goma.

Après Gitarama les fonds ont été déplacés en même temps que le Gouvernement à Gisenyi (Muramba) puis à Goma (Zaire) où ils furent déposés dans les chambres fortes de 2 Banques locales. Depuis lors je ne me souviens que d'un seul retrait de 800 millions se répartissant comme suit: 500 millions pour le paiement des salaires

jusqu'au mois de juillet, des civils et des militaires; et 300 millions remis aux FAR. Déduction faite de ce montant je pense qu'il devait rester en dépôt 17 milliards qui par la suite ont été saisis par le Gouvernement zairois.

Peu de temps après, je suis parti du Gouvernement le 1er Novembre 1994 lorsque le 1er Ministre Kambanda a procédé au remaniement de l'équipe gouvernementale et qu'il a préféré confier le portefeuille à un de ses proches.

Pendant que j'assumais les charges du Ministère des Finances, je n'ai pas constaté par moi-même ni entendu dire que des malversations financières aient été commises par des membres du Gouvernement ou toute autre personne. A plus forte raison je n'ai aucune souvenance de personnes étant parties en Europe ou ailleurs pour y retirer des fonds dans des comptes spéciaux. Il est vrai par exemple que le Gouverneur était le seul à avoir la signature sur tous les comptes à l'extérieur, mais à ma connaissance il n'a jamais commis de détournement du genre.

Je reconnais aussi qu'il existait des comptes gérés par les Ministres, et qui échappaient au contrôle du Ministre des Finances."

INOENT HABAMENSHI



... Today, 30 November 1996, from 4.20 to 7.19 p.m., I interviewed MR. Emmanuel NDINDABAHIZI, former Minister of Finance in the interim government of Rwanda, who replied to my questions as follows:

"First of all, I would like to insist on the problem of security the intending returnees are faced with. Personally, I have been living here in exile for more than a year, and in an irregular situation, because the validity of my passport has expired, though my visa does not expire until May 1997. This is to tell you how much, like many of my countrymen, wish to return to my home country, if I were assured of finding the minimum security. I know that there is a big difference between what the current leaders are saying and what they actually are doing. Sometimes even this difference no longer exists, like the example of yesterday's Cabinet meeting which directed the seizure and sale without any other formalities of the fixed assets of all those who are suspected to have been involved in the genocide.

With particular regard to my career, I would like to inform you that before the war, I lived in Kigali without interruption right from 1976, when I obtained my university degree. I later held the following posts:

- 1977-1981: Director of Finance in the TRAFIPRO Co-operative Society;
- 1981-1985: Chief of Administration and Finance, EECTROGAZ Company;
- 1985-1991: Chief of Internal Finance Department, Ministry of Planning;
- 1991 - July 1992: Auditor in a private audit firm;
- 1992 - April 1994: *Directeur de Cabinet*, Ministry of Finance.

It should be noted that my appointment to the last post above resulted from the fact that I was a member of the PSD party. As a matter of fact, at the launching of political parties in 1991, five major parties were formed and shared ministerial portfolios in proportion to the number accorded to each political party. The PSD was thus allocated three portfolios, including the Finance Ministry, which was assigned to Mr. Marc RUGENERA [who still holds the post until now]. Following the example of the other ministers, Mr. RUGENERA formed his ministerial team, by basically bringing in his party supporters. And it was just natural that his choice for someone to lead his team fell on me. I carried out those duties until the events of 1994.

At the outbreak of those events, I first hid in the home of a neighbour in our locality and then, for security reasons, I hid in the home of Mr. Yacinthe RAFIKI, who was then *Directeur de Cabinet* for the Minister of Public Works and whose residence was guarded by *gendarmes*. That is where I spent the night of 7<sup>th</sup> to 8<sup>th</sup> April 1994.

It is true that on my way to Mr. RAFIKI's residence I came across only one roadblock. After checking my identity card, the people manning the roadblock kept me for some time because they did not understand why cadres like me were in hiding and leaving them to do the job by themselves. I was so scared then that I did not want to stare those

people in the face. Also, for the time I was at the roadblock, I did not witness anybody, whether Tutsis or not, being harassed.

On 8<sup>th</sup> April, Colonel BAGOSORA came to RAFIKI's residence. He wanted him to go and attend a meeting of political parties, which ended up in the formation of a new government. RAFIKI told him of my presence and insisted that I attend the meeting in my capacity as member of the PSD. BAGOSORA accepted that I join them. On our way, we picked another member of my party, someone called François NDUNGUTSE. By the time we arrived at the venue, the Ministry of Defence, we noticed that the meeting had already ended and that it was only our party, the PSD, that had not been represented. But Mr. MUGENZI immediately briefed us on what had been discussed and asked us to designate, there and then, the candidates for the posts in the new government that had been allocated to our party. We were embarrassed, because such direct appointments were contrary to the principles of our party for they had to be sanctioned by a meeting of the political bureau. But Mr. MUGENZI insisted that such an arrangement would not be possible, given the troubles in the country and the fact that all the other members of the bureau were either dead or impossible to find. In that emergency situation, the two-man bureau composed of RAFIKI and NDUNGUTSE which ruled RAFIKI becomes Minister of Public Works, I become Minister of Finance, and Straton NSABUMUKUNZI becomes Minister of Agriculture.

The following people attended the meeting of 8 April 1994:

- Edouard KAREMERA: MRND
- Mathieu NGIRUMPATSE MRND
- Joseph NZIRORERA MRND
- Justin MUGENZI PL
- Agnes NTAMABYARIRO PL - These two from the PL were already members of the  
previous government
- Gaspard RUHUMULIZA PDC
- Donat MUREGO MDR
- Froduard KARAMIRA MDR

That day, I did not notice the presence of either KAMBANDA who, apparently, was hiding at the *Gendarmerie*, or President SINDIKUBWABO, who was being looked for.

In my opinion, their appointment can be explained as follows:

- the MDR had already tipped KAMBANDA for the post, in application of the Arusha Accords;
- SINDIKUBWABO was not only the MRND's choice, but also the choice under the Constitution.

The new government was set up on 8<sup>th</sup> April and a swearing-in ceremony was organised the next day. It was on that occasion that I met KAMBANDA for the first time. Both him

and SINDIKUBWABO attended the ceremony, which took place at the *Hôtel des Diplomates*.

A Cabinet meeting was held immediately thereafter. I do not recall the exact decisions taken but they basically related to the restoration of peace and stability in the country.

The new government stayed in Kigali until 12<sup>th</sup> April. Its main preoccupation was to find a way of establishing a dialogue with the RPF, with a view to stopping the war and the massacres. The RPF, however, refused to negotiate with us, calling our government a bunch of criminals.

The talks were initiated by Prime Minister KAMBANDA, who was later replaced by GATSINZI, upon the request of the RPF, who insisted they wanted to talk to a military representative.

Contact with the RAF [Rwandan Armed Forces] was automatically through the Ministry of Defence, but the RPF insisted that the RAF should not be mandated by the government. The RAF did not accept.

I do not know whether military issues were raised at cabinet meetings, but I remember that at one moment, the Minister of Defence said that the army was short of ammunition, because some suppliers from South Africa were refusing to make deliveries. It was then decided that the Chief of Supplies be sent on mission. That person never came back. I think his only destination was Egypt.

I do not think the Cabinet ever discussed the issue of the Presidential Guard [the GP], because that was a special force, which, in my opinion, was answerable only to the President of the Republic. After the death of its initiator, I doubt whether the GP continued to operate under SINDIKUBWABO, the new President. But, upon the request of the RPF, there was debate on the creation of a 1000-man force composed of the RPF, the RAF and the UNAMIR to fight the GP. I think the UNAMIR was opposed to the proposal, because their mandate would not allow them to do so. Moreover, from 9<sup>th</sup> to 12<sup>th</sup> April, I never saw any GP commanders, nor did I see soldiers attending Cabinet meetings.

The massacres took place because of the attacks by the RPF and their refusal to negotiate with the new government with a view to stopping the war. I believe that if there had been dialogue, the government would have mobilised sufficient security personnel to effectively stop the massacres.

I recall a meeting of the government with all the *préfets* that took place between 10<sup>th</sup> and 11<sup>th</sup> April. All the *préfets* were present, with the exception of the one from Butare, probably because he was a Tutsi. The matters for discussion were the exchange of information and the measures to be put in place. That is all I can tell you.



Indeed, the government issued some directives in order to stop the massacres, but I am not able to enumerate them. I only remember that some written messages were drafted but, unfortunately, I do not have any copy or text thereof. The government also embarked on public awareness campaigns in the areas that were not occupied by the RPF. In that line, I led the first delegation to Gikongoro and was part of another one that went to Kibuye, led by President SINDIKUBWABO. That was between April and June. I also know that the President went to Butare. I have forgotten what was said in the two places [Kibuye and Butare], but I know that the massacres there had already started.

From 12<sup>th</sup> April to 2<sup>nd</sup> June, the government moved to Gitarama. During that period, in the first fortnight of May, I went on an ADB mission to Nairobi.

My duties as Minister of Finance can be summarised as follows: to instruct the Governor of the National Bank to ensure the safety of all the funds kept in the National Bank and the commercial banks in Kigali. Obviously, this was a difficult task because of the fact that the staff had fled and the access to Kigali to evacuate the funds had become more and more dangerous. However, we managed to trace some employees who went to Kigali and with the supervision of the Governor of the National Bank, we transferred the funds deposited in the National Bank to Gitarama. The team, however, met with enormous difficulties in transferring the funds, particularly with regard to coins and the 100 franc notes [totalling 11 billion francs], which were, as a matter of fact, abandoned there because it was impossible to take them. It was only the 1,000 and 5,000 franc notes that were transported and kept in Gitarama, for a total amount of 22 billion, only in Rwandan francs, excluding any foreign currency.

The transfer of funds was carried out under the supervision of the Governor of the Bank, Mr. Denis NTIRUGIRIMBABAZI and the Chief Government Cashier, Mr. Wellars BAGANIZI. They did not produce a written report at the end of the operation, but I remember that the Governor made a verbal report.

In Gitarama, the funds were deposited into two banks: the *Banque Commerciale* and the *Banque de Kigali*. We then transferred the money that was in Butare, totalling 35 million francs, and we deposited it in the Gitarama *préfecture* accounts office.

After ensuring the safety of the funds, my first duty was to pay out staff salaries basing on lists, and then to release operational funds for the ministries. To this effect, the Governor advanced money to the government because its account was in red. All the bank statements were kept by the Chief Cashier, Mr. Wellars, but he claims he left all the documents in Goma.

When the government moved to Gisenyi (Muramba), the funds were transferred there, and later to Goma (Zaire), where they were deposited in the strong rooms of two local banks. From then on, I only recall one withdrawal of 800 million which was apportioned as follows: 500 million for paying salaries of civilians and soldiers up to July; and 300 million remitted to the RAF. After deducting this amount, I think the balance in the banks was 17 billion francs. It was later seized by the Zairean government.

K0217402

Shortly after, I left the government on 1<sup>st</sup> November 1994 when Prime Minister KAMBANDA carried out a Cabinet reshuffle, preferring to give the portfolio to one of his close associates, Innocent HABAMENSHI.

While I was Minister of Finance, I did not personally see or hear anybody say that there was financial mismanagement by the members of the government or anybody else. In particular, I do not remember any people who went to Europe or elsewhere to withdraw money from special accounts. It is true that the Governor was the only signatory to all external accounts, but to the best of my knowledge, he was never involved in such embezzlement.

I also admit that there were accounts held by Ministers, which could not be controlled by the Ministry of Finance.